

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**UNITÉ
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2248 - 2 septembre 2011 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**Aux capitalistes
de payer
les dettes
que l'État a faites
pour les enrichir !**

p. 3 et 5

**Rentrée
scolaire
SOS
élèves
en
danger**

p. 4

**Chômage
et
pauvreté
En
forte
hausse**

p. 7



M 06189 - 2248 - F: 1,00 €

Libye

**Les puissances impérialistes
préparent l'après-Kadhafi**

p. 16

SOMMAIRE

Leur société

- p. 4 ■ SOS élèves en danger
 - École Normale Supérieure
 - Marseille
- p. 5 ■ Plan d'austérité
 - Niches fiscales et sociales
 - De la crise financière à la crise économique
- p. 7 ■ Hausse du chômage
 - Toujours plus de pauvres
 - Personnes âgées dépendantes
 - Logements privés
- p. 11 ■ Mediator
 - Médicaments anesthésiques
 - Géants du textile et produits toxiques
 - Prime sur les dividendes
 - Nucléaire

Rentrée sociale

- p. 6 ■ Les réactions modérées des confédérations syndicales
- Les propositions de la CGT

Dans le monde

- p. 8-9 ■ Syrie
 - Chili
 - Turquie
 - Sénégal
 - Suisse
 - Le coût des guerres de l'impérialisme
- p. 16 ■ Libye

Dans les entreprises

- p. 10 ■ SNCF
 - TVA sociale
 - La Banque postale
 - FRALIB - Gémenos
- p. 12 ■ Anovo - Angers
 - Kraft Foods
 - Ingénieurs recrutés sur partie de poker
 - Carrefour, écologique ?
- p. 13 ■ Montupet-Fonderies du Poitou alu - Ingrandes
 - Toyota Onnaing
 - STMicroelectronics - Crolle
- p. 14 ■ SNCF - Orléans-les-Aubrais
 - Renault Trucks-Vénissieux
 - Française de Mécanique - Douvrin
 - ERDF Paris

Dans les hôpitaux

- p. 15 ■ Hôpitaux publics
 - Hospices civils de Lyon
 - Cliniques de Lille

• Nouvelle-Calédonie

Une autonomie bien encadrée

Depuis 1998, la Nouvelle-Calédonie bénéficie d'une certaine autonomie en vertu des accords de Nouméa. Elle dispose d'un gouvernement local et de différents Conseils qui ont permis l'émergence d'un certain nombre de cadres issus de la population originelle, les Kanaks. De même il a été prévu un certain rééquilibrage économique entre le sud, la région de Nouméa, où les Caldoches, descendants de colons, ont concentré l'essentiel du pouvoir économique, et le nord de l'île, où un complexe minier appartient majoritairement à des intérêts kanaks.

Mais politiquement et économiquement, rien n'a fondamentalement changé.

C'est toujours un haut-commissaire de la République, nommé par le président de la République française, qui est chargé des relations extérieures, de la défense et du maintien de l'ordre. La prospérité économique bénéficie essentiellement à la bourgeoisie caldoche, aux sociétés françaises ou aux trusts internationaux. Et les affaires marchent : le port de Nouméa a vu son trafic augmenter de 15 %, en particulier grâce à l'exploitation du nickel par la Société Le Nickel, filiale du groupe français Eramet.

Ces accords, « une solution consensuelle que nous avons su inventer ensemble » selon Sarkozy, ont peut-être permis

à une mince frange de responsables kanaks d'accéder à des responsabilités, mais pas de supprimer la misère. Vingt pour-cent de la population de Nouméa, soit 20 000 personnes, vivent sous le seuil de pauvreté. Le coût de la vie est plus élevé qu'en France et le smic y est inférieur ; à part certains produits alimentaires locaux, tout ce qui est importé est lourdement taxé ; les produits non alimentaires coûtent au moins une fois et demie plus cher que dans l'hexagone. En mai 2011, à Nouméa, des manifestations ont rassemblé 5 000 à 10 000 personnes pour protester contre la vie chère.

Sylvie MARÉCHAL

— Touche pas à mon nickel ! —

Nicolas Sarkozy est allé, fin août, inaugurer les 14^e Jeux du Pacifique en Nouvelle-Calédonie et il en a profité pour dire comment il voyait l'avenir de cet archipel. C'est en effet entre 2014 et 2018 que doit avoir lieu un référendum sur son futur statut, maintien de l'autonomie actuelle ou indépendance, un enjeu important pour l'État et les intérêts de la bourgeoisie française.

Tous les commentateurs

ont souligné la modération du discours de Sarkozy, son ouverture aux coutumes locales, son affirmation de respecter la volonté des Calédoniens, quelle qu'elle soit.

Mais la fin de son discours ne laissait place à aucun doute. « Vous serez dans quelques années le deuxième producteur mondial de nickel, a-t-il conclu. Et vous allez voir venir à vous beaucoup d'amis, pas toujours désintéressés. (...) C'est

la raison pour laquelle je veux vous dire que la France gardera de façon certaine le contrôle du capital d'Eramet, aujourd'hui et demain. (...) Les appétits sont trop nombreux et trop forts pour que la France ne reste pas présente comme il se doit. »

C'est clair : quel que soit le statut, le patronat et l'État français veulent garder la main sur le magot. Le colonialisme n'est pas mort.

S. M.

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière**

en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière
l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière
multimédia
(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière
audio

(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande		

L'éditorial

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 29 août

Aux capitalistes de payer les dettes que l'État a faites pour les enrichir ! À nous d'imposer des mesures pour nous protéger du chômage et de l'inflation !

Que cela sonne bien « *s'attaquer aux niches fiscales* » ! L'expression a été inventée pour suggérer que la politique de rigueur dont le gouvernement nous rebat les oreilles vise aussi les privilégiés, ceux par exemple qui ont les moyens d'acheter des yachts, des hôtels ou des villas aux Antilles pour bénéficier d'un abatement fiscal.

Erreur ! Un mot supplémentaire a été glissé dans l'expression qui devient « *niches fiscales et sociales* ». Parmi les mesures étudiées dans le rapport commandé par le gouvernement, il y a même la suppression de l'abattement de 10 % sur les retraites ! Le ministre des Finances jure que « *ce n'est pas à l'ordre du jour* », mais la possibilité en a au moins été étudiée. Aux yeux des officines gouvernementales, les retraités rejoignent donc les milliardaires à la Bettencourt parmi les bénéficiaires des « *niches fiscales et sociales* » !

Quant au projet de supprimer les avantages fiscaux des particuliers qui emploient du personnel à domicile, cela concerne certes pour une large part les bourgeois grands et petits dont les impôts sont allégés lorsqu'ils embauchent domestiques et chauffeurs de maître. Mais cela concerne aussi des parents qui, faute de crèches en nombre suffisant, sont obligés d'en passer par des nourrices, ou des handicapés qui ne trouvent pas d'établissement pour les accueillir et sont contraints de solliciter l'aide d'assistants de vie.

En mettant tout le monde dans le même sac au nom de la « *solidarité nationale* », il s'agit encore de mesures qui frapperont plus les classes populaires que les riches.

Le mensonge de l'égalité devant les sacrifices est d'autant plus grossier que les entreprises du CAC 40 paient proportionnellement moins d'impôts que l'épicerie du coin et que les riches particuliers ont longtemps bénéficié du bouclier fiscal. L'allègement de l'impôt sur la fortune récemment décidé représente un cadeau aux riches dix fois plus élevé que ce que Fillon leur demande sous forme de taxe exceptionnelle.

Et rien que les taxes supplémentaires sur les sodas, les alcools et le tabac rapporteront six fois plus au budget que la contribution des plus riches ! Buveurs de Fanta et autre Orangina, même si vous êtes smicards

ou chômeurs, vous aurez l'honneur d'apporter, à vous seuls, aux recettes de l'État un tiers à peu près de ce que rapporte la taxe sur les plus riches !

Quand ces gens-là parlent de rigueur, ils visent toujours les classes populaires. Et quand ils parlent de « *solidarité entre Français* », cela signifie que les pauvres doivent payer les dettes faites en faveur des riches.

Si l'État s'est endetté jusqu'au cou, ce n'est certainement pas parce qu'il a fait des cadeaux aux salariés, aux retraités ou aux chômeurs. L'État a vidé ses caisses et emprunté pour mettre des milliards à la disposition des banquiers, afin de les sauver des conséquences désastreuses de leurs propres spéculations. Il a emprunté pour financer la « *prime à la casse* » et autres subventions données au grand patronat pour le protéger des menaces de mévente.

L'actualité offre une autre illustration des bénéficiaires de l'argent de l'État. Les dirigeants du monde occidental, dont Sarkozy, se réjouissent bruyamment de la chute de Kadhafi. Personne ne regrettera le dictateur. Mais combien de morts dans la population et de destructions dues aux bombardements ? Et combien cela a-t-il coûté à l'État ? En revanche, combien la guerre aérienne a-t-elle rapporté, mais cette fois aux marchands d'armes, à commencer par Dassault ?

Et combien la guerre va-t-elle encore rapporter à Total pour le pétrole, à Bouygues et Vinci pour la reconstruction de ce que les bombes bien françaises ont détruit ? Le Medef projette même une réunion spéciale pour les patrons intéressés par les « *nouvelles opportunités* » en Libye. En attendant, le coût de la guerre a alourdi un peu plus encore la dette publique au nom de laquelle le gouvernement de droite comme l'opposition PS prêchent la nécessité de la politique de rigueur.

Les travailleurs n'ont pas à se sentir concernés par cette dette qui n'est pas la leur. Face à la crise, ils doivent au contraire réaffirmer leurs exigences vitales. Pour arrêter le chômage qui s'aggrave, interdiction des licenciements et répartition du travail entre tous sans diminution de salaire ! Pour contrer les effets des hausses de prix, échelle mobile des salaires et des pensions de retraite !

Meetings avec Nathalie Arthaud

Saint-Brieuc

samedi 3 septembre
à 15 h

Palais des congrès
Parc d'activité de Brézillet, rue
Pierre-de-Coubertin

Mulhouse

mercredi 7 septembre
à 20 h

Maison de Culture populaire de
la Cité
29, rue du Chanoine-Henry-Cetty



Pau

samedi 10 septembre
à 17 h 30

Complexe de la République
Salle 707

Annecy

mercredi 14 septembre
à 18 h

Salle Yvette-Martinet,
15 avenue des Iles, près de la
place des Romains

Vesoul

mercredi 21 septembre
à 17 h 30

Espace François-Villon,
Centre social
Cours François-Villon

• Rentrée scolaire

SOS élèves en danger

De la maternelle au lycée, les conditions de la rentrée scolaire de cette année s'annoncent catastrophiques. Cette situation est due aux multiples suppressions de postes intervenues ces dernières années: 66 000 postes en moins depuis 2006, dont 16 000 en septembre 2011.

Résultat: en France, il y a en moyenne 5 enseignants pour 100 élèves. C'est le taux d'encadrement le plus faible des pays de l'OCDE. Dans ces conditions, que deviennent les élèves ?

À la maternelle, en 2000, 30 % des enfants de moins de 3 ans étaient scolarisés, ce qui est bien peu. Mais en 2011, seuls 15 % des moins de 3 ans sont scolarisés (et seulement 0,8 % en Seine-Saint-Denis). Contrairement à ce que disait un ancien ministre de l'Éducation, le travail en maternelle, ce n'est pas « changer des couches ». Poser les bases de la réussite scolaire des élèves, leur apprendre à être ensemble et les éveiller intellectuellement demande des moyens importants, et non des coupes claires dans les effectifs des personnels.

C'est l'école primaire qui est, cette année, la plus durement touchée par les suppressions de postes: il y aura en septembre, selon le syndicat Snuipp, 4 000 élèves en plus et 8 967 postes en moins dans les écoles primaires et maternelles

publiques. Ceci a pour effet de voir 1 500 classes fermer et de faire augmenter le nombre d'élèves dans les classes restantes. La moyenne des écoliers par classe est de 22,6 en France, contre 20,2 en Europe. Ce sont aussi 5 600 postes d'instituteurs remplaçants et 600 postes de Rased, spécialisés dans l'aide aux élèves en difficulté, qui disparaissent. Chaque année, 15 % des élèves sortent de l'école primaire en échec scolaire. Ce ne sont pas les économies budgétaires actuelles qui vont améliorer les choses. Ce qu'il faut dans les écoles primaires, en particulier dans les quartiers populaires, c'est créer des postes pour ouvrir des classes avec des effectifs faibles, aider les élèves en difficulté et assurer les remplacements.

En ce qui concerne le collège et le lycée, le Snes annonce qu'en dépit des 80 000 élèves supplémentaires, 4 800 postes d'enseignants sont supprimés. Par conséquent, le nombre d'élèves par classe augmente considérablement et atteint couramment 30 en collège et 37 au lycée. Pour faire tourner les établissements avec moins de professeurs, il faut souvent supprimer certains cours: les élèves pourront, par exemple, ne plus avoir de cours en petits groupes en sciences pour faire des expériences ou en langues pour pratiquer l'oral. Dans certains lycées professionnels, des classes préparant des diplômes différents ont été regroupées pour faire des

économies de personnel. De même, les deux heures d'aide personnalisée aux élèves prévues par la réforme du lycée ne pourront souvent pas avoir lieu, faute de moyens suffisants. Là encore, c'est la réussite des élèves qui est mise en danger: moins d'aide, moins d'adultes pour l'encadrement et des conditions d'études dégradées.

Pour protester contre toutes ces suppressions de postes aux conséquences catastrophiques pour les élèves (à nouveau 14 000 postes en moins encore prévus pour 2012) et demander des moyens pour l'école, tous les syndicats d'enseignants appellent à la grève pour le mardi 27 septembre. Fait nouveau, les syndicats de l'enseignement privé se joignent à cet appel. La Fep-CFDT annonce qu'en cette rentrée 1 433 postes seront supprimés dans l'enseignement privé, alors que 1 500 élèves supplémentaires sont attendus dans le premier degré et 61 900 dans les collèges et lycées.

Un sondage CSA affirme que 82 % des Français pensent que le non-remplacement d'un professeur sur deux est une mauvaise chose. Sans doute approuveront-ils donc cette grève, car des professeurs en plus pour des classes moins nombreuses et de meilleures conditions d'études, voilà ce dont 100 % des élèves ont besoin.

Karine MORIN

• École normale supérieure

Enfin une école... normale

La dernière semaine d'août, 190 élèves entrant en première et en terminale ont suivi un stage de mise à niveau d'une semaine dans les locaux de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, dans le cinquième arrondissement de Paris, une des grandes écoles les plus cotées du pays.

Venant d'un peu tout le pays, ils ont été nourris et pour la plupart logés sur place. Les groupes étaient d'une dizaine d'élèves. Les cours proprement dits étaient complétés par des visites de musée, des promenades, des animations.

Tout était gratuit, y compris les transports.

Ce programme Talens a été lancé en 2006 par des élèves de l'École normale supérieure et institutionnalisé l'an passé, avec la semaine de stage en août. Les cours s'étendent sur deux années scolaires. Les quelque 300 lycéens qui en bénéficient passent chaque samedi de trois à cinq heures avec les tuteurs, dans leur lycée. Ils sont choisis parmi les « *élèves motivés qui n'exploitent pas toutes leurs capacités ou sont peu aidés chez eux* ».

Bien sûr, ce ne sont que 300 lycéens sur des centaines de milliers, et le gouvernement n'entend pas pousser l'expérience au-delà d'une démonstration publicitaire. Histoire de faire oublier le manque de moyens humains et matériels qui condamne des milliers d'autres à l'échec. Un échec qui n'a rien à voir avec la fatalité.

Si l'école dispensait autant d'aides à tous les jeunes, dans tous les établissements, à coup sûr les résultats seraient là.

Vincent GELAS

• Marseille

Maîtres et disciples racketteurs

C'est à grand renfort de publicité que le ministre de l'Intérieur Claude Guéant est venu lui-même à Marseille installer cette semaine le nouveau préfet délégué à la sécurité des Bouches-du-Rhône.

Les syndicats policiers ont rappelé que les effectifs de la police ont fondu à Marseille, comme dans le reste du pays, et comme l'ensemble des effectifs dans les services de l'État. Depuis l'arrivée de Sarkozy au pouvoir, 352 postes de policiers, 300 adjoints de sécurité et 48 postes de gendarmes ont été supprimés, alors que Marseille compte 40 000 habitants de plus. Bien des habitants se plaignent de ne plus voir de policier dans les quartiers, et seuls 18 agents sont en charge de la lutte contre les trafics de stupéfiants.

L'affaire du parking de la Porte d'Aix à Marseille a été montée en épingle au mois d'août, et a permis une victoire plus facile contre les vendeurs à la sauvette que contre les truands qui en sont à un énième règlement de comptes.

Il y a une trentaine d'années, la place de la Porte d'Aix avait été dégagée à coups de bulldozers dans les vieilles maisons du quartier arabe, très commerçant, pour l'arrivée au cœur de la ville de l'autoroute nord. Plus récemment, des Puces s'étaient installées, gagnant tout le tour de la place. La partie proche de la bouche du métro avait été cernée par des grilles délimitant un parking payant géré par Vinci. Le bras de fermeture du parking, automatique, était souvent bloqué car il n'y avait pas d'employé de Vinci. Sans doute le parking ne lui rapportait-il pas assez

d'argent.

Finalement, depuis plus d'un an, des jeunes du quartier, trouvant l'idée judicieuse, à l'écoute des leçons de marketing de Vinci, s'étaient mis à actionner ce fameux bras et à faire payer à leur tour.

Quant aux Puces, elles présentaient sur toute la place tout ce que la pauvreté, voire la misère, avait à vendre, des chaussures éculées aux CD et aux chargeurs de portable.

Quand soudain, le 3 août dernier, la télévision se faisait l'écho d'une indignation aussi vertueuse qu'officielle devant ces jeunes émules de Vinci. Ce « parking de la honte » était indigne de la ville élue pour être capitale européenne de la culture en 2013. Comme était indigne le campement des Roms sur la pelouse de la place. Il ne fallait plus supporter cela. Désormais, on appliquerait la « *tolérance zéro* », les Roms étaient chassés et même pourchassés (LO n° 2246), le parking à nouveau dûment fermé. La Communauté urbaine (MPM) s'est engagée à prendre en charge le gardiennage, la vidéo-surveillance et la clôture. Vinci, lui, n'aura plus qu'à récolter sa dime.

Pour l'instant il n'y a plus de Puces, la pelouse de la Porte d'Aix désertée est surveillée par des CRS, quant au parking il présente un espace fermé de hautes grilles, aux places fraîchement repeintes, à l'entrée fermée par des blocs de béton. Et complètement vide.

Victime collatérale de cette mini-crise, le préfet de police a été remplacé.

Quant à la misère, omniprésente, elle reste bien en place.

Correspondant LO

• Plan d'austérité

Voler les travailleurs pour payer les dettes des bourgeois

Le plan d'austérité annoncé par François Fillon mercredi 24 août constitue une nouvelle ponction sur les classes populaires. Oh, bien sûr, Fillon s'en défend. Il affirme même que ce sont « les détenteurs de patrimoine, les grandes entreprises et les ménages aux revenus très élevés » qui vont financer 83 % du plan gouvernemental !

Ce sont pourtant les classes populaires qui vont payer l'essentiel des taxes supplémentaires sur le tabac, l'alcool, les boissons sucrées, ainsi que l'augmentation de la TVA sur les parcs d'attraction. Ce sont les salariés qui subiront la diminution d'un tiers de l'abattement pour frais professionnels et ce sont encore les salariés qui devront payer la CSG sur l'allocation de congé parental.

Ce que Fillon présente comme un prélèvement sur les entreprises sera le plus souvent répercuté sur les salariés ou les consommateurs. Ainsi l'augmentation de 3,5 % à 7 % de la taxe sur les mutuelles et assurances privées, instaurée pourtant il y a moins d'un an, sera en fin de compte payée par les assurés, alors que huit millions de personnes ne peuvent déjà plus se payer une complémentaire santé. De même, les entreprises n'auront aucun mal à faire supporter aux salariés l'augmentation du forfait social sur la participation et l'intéressement, car elles en ont l'habitude : c'est la troisième fois qu'il

augmente depuis sa création en 2009 !

Quant à l'augmentation des prélèvements sociaux (CSG et CRDS) sur « les revenus du capital », elle ne s'applique pas seulement aux dividendes, mais aussi à toutes les formes d'épargne en dehors du livret A, écornant les économies de bien des salariés, baptisés par Fillon pour l'occasion « détenteurs de patrimoine » !

Les très hauts revenus acquitteront une taxe de 3 % sur la partie de leur revenu qui dépasse les 500 000 euros. Cela rapportera en tout 200 millions d'euros, dix fois moins que les quelque deux milliards dont le gouvernement leur a fait cadeau cette année en réduisant l'impôt sur la fortune. Quant aux entreprises, la mesure qui limite la possibilité de reporter leurs pertes sur les années excédentaires, pour limiter leurs impôts, rapportera 1,5 milliard d'euros, mais ce ne sont peut-être même pas les grandes entreprises qui contribueront le plus, car la mesure s'appliquera à toutes.

En réalité, les grandes entreprises et les riches ne sont mis à contribution que de façon symbolique, pour faire croire que les sacrifices sont équitablement répartis, alors que ce sont à nouveau des milliards qui sont pris sur la population. Le gouvernement a d'autant plus intérêt à se livrer à ces tours de passe-passe qu'il s'apprête à réclamer encore d'autres sacrifices aux mêmes. Le milliard d'économies budgétaires qu'il va inscrire dans le prochain budget, les deux milliards d'économies supplémentaires qu'il veut inscrire dans le budget de la Sécurité sociale représenteront encore de nouvelles ponctions sur le monde du travail.

Ce ne sont pas les travailleurs, les retraités ou les chômeurs qui ont emprunté sur les marchés financiers et ce ne sont pas eux qui ont profité de l'argent que l'État a emprunté. Les dettes de l'État ne sont pas les leurs. Que les riches, les banques, les grandes entreprises, qui se sont encore enrichis grâce aux cadeaux du gouvernement, remboursent la dette. Le gouvernement veut faire payer la population laborieuse à leur place. Il n'y a aucune raison de se laisser dépouiller.

Dominique CHABLIS

• Niches fiscales et sociales

Un enrobage de plus pour s'en prendre aux milieux populaires

Le gouvernement a annoncé le 21 août qu'il n'envisageait pas – pour le moment – de remettre en cause la réduction d'impôt des ménages qui font appel à une aide à domicile et qu'il ne toucherait pas non plus à l'abattement de 10 % sur le montant des retraites pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

Le ministre de l'Économie, Baroin, a précisé qu'il ne se sentait pas tenu par « toutes les conclusions » du rapport de l'Inspection des finances sur les niches fiscales commandé par le gouvernement. Il l'a cependant qualifié de « très bonne base de travail ». Or les hauts fonctionnaires qui en sont les auteurs ont chaussé des lunettes spéciales, qui leur font qualifier d'inutiles, d'inefficaces ou de surcalibrés des dispositifs qui allègent (un peu) la facture pour une grande partie de la population, tandis qu'ils s'enthousiasment pour les exonérations de cotisations patronales sur les bas salaires, qui représentent tout de même

autour de 30 milliards. Cette énorme niche est très efficace pour doper les profits des entreprises, mais certainement pas pour créer des emplois.

Au total, ce rapport juge efficaces des dispositifs fiscaux qui remplissent les poches du patronat, tandis que, sous prétexte de lutte contre les niches fiscales, il se propose d'amplifier des attaques déjà engagées par le gouvernement contre les milieux populaires. Comme le souligne le Syndicat national unifié des impôts, le gouvernement a déjà remis en cause la demi-part supplémentaire des parents isolés. Il s'est déjà attaqué aux accidentés du travail et

aux victimes de maladies professionnelles en imposant leurs indemnités journalières. L'Inspection des finances vise ceux d'entre eux qui perçoivent une rente viagère ou une indemnité en capital, en proposant que ces sommes soient soumises à prélèvements sociaux (CSG-CRDS), sous prétexte que les indemnités journalières le sont déjà. Parmi les autres dispositions mises en cause par ce rapport figurent l'exonération sous plafond d'indemnités de licenciement et celle des indemnités de mise à la retraite d'office à l'initiative de l'employeur. Quand il s'agit d'avoir des idées pour prendre de l'argent à des salariés, l'Inspection des finances n'hésite pas à faire les fonds de tiroirs. C'est sans doute cela que le ministre de l'Économie appelle « une très bonne base de travail ».

Jean SANDAY

• Capitalisme

De la crise financière à la crise économique

Le commerce mondial a chuté de 8 % au premier semestre 2011, selon une étude publiée par Le Figaro le 25 août. Le journal économique Les Échos peu avant titrait : « Le spectre de la récession plane sur la rentrée. »

Le même journal notait que 5 300 milliards de dollars avaient été perdus en un mois sur les Bourses du monde. Certes, on pourrait se consoler en disant qu'il ne s'agit là que de valeurs théoriques, mais les milliards qui avaient été capitalisés sur les valeurs boursières l'avaient été sur les sacrifices imposés, c'est-à-dire la sueur et le sang de millions de travailleurs à travers le monde. Et maintenant, ces pertes vont entraîner à leur tour une fuite en avant dans les sacrifices demandés à la classe ouvrière en vue de tenter de les combler.

Les porte-parole de ce monde capitaliste s'inquiètent aujourd'hui de la menace d'une crise systémique, qui aboutirait à la paralysie de tout ou partie de l'économie mondiale, avec les catastrophes sans nom qui l'accompagneraient inévitablement.

Depuis 2008, pour garantir leurs profits, les grandes entreprises ont détruit à travers le monde des millions d'emplois. Les grands capitalistes, maîtres de l'industrie, du commerce, des services et de la finance, ont fait disparaître des moyens de production colossaux. Aujourd'hui on annonce 100 000 licenciements dans les prochains mois dans le monde du très lucratif secteur financier.

Le résultat, c'est qu'ils ont réduit les moyens d'existence de centaines de millions de personnes et par suite leur possibilité d'acheter, c'est-à-dire qu'ils ont restreint encore plus ce qu'ils appellent le marché solvable. Et aujourd'hui, pour combler ces pertes ou simplement ce manque à gagner, ils continuent à restreindre encore et toujours leur marché en programmant de nouveaux licenciements et fermetures d'usines, même s'ils savent qu'ainsi ils risquent

d'aggraver encore la crise de leur économie.

Parce que cette crise profonde de toute l'économie capitaliste est là et bien là, empêtrée dans ses contradictions. Et la seule médication que les maîtres de ce système ont trouvée, c'est que l'État prête main-forte aux plus grandes entreprises, aux plus gros des capitalistes, en garantissant leurs revenus sur le dos du reste de la population.

Ce sont toutes les classes populaires qui sont ainsi sacrifiées à cette mission, mais pas seulement : toute une partie de la petite bourgeoisie aussi, paysans, commerçants, artisans, voire même une partie des capitalistes eux-mêmes. Car l'État n'est là que pour sauver les plus gros, au détriment des plus faibles.

Tout cela n'empêche pas les hommes et femmes du pouvoir, quelle que soit leur étiquette, de dire et répéter que tous ces sacrifices imposés aux classes populaires sont le seul moyen de faire repartir la machine économique et la croissance, alors qu'ils savent que c'est exactement le contraire. Les capitalistes, leurs maîtres, sont des irresponsables qui n'ont qu'une maxime : enrichissons-nous d'abord, et après nous le déluge.

Alors la classe ouvrière doit, quant à elle, se sentir déliée de toute obligation vis-à-vis de ces gens-là. Sa seule préoccupation doit être de sauver les siens des reculs incessants et inutiles, et demain de la misère, en imposant par sa force et son poids dans la société la garantie de son salaire, de son emploi, des moyens de vivre dignement. Et, en défendant sa peau, c'est aussi l'avenir d'une autre société qu'elle peut préparer.

Paul SOREL

- **Les réactions modérées des confédérations syndicales**

Rassemblés dans une lutte commune, les travailleurs ont la force de changer la donne



Les manifestations importantes pour nos retraites, ce n'est pas si loin.

Les confédérations syndicales, au moins une partie d'entre elles, devraient lancer une initiative début octobre, comme le propose la CGT. Mais Bernard Thibault reste très modeste dans ses propositions : « Nous nous prononçons pour que l'intersyndicale s'oriente sur l'organisation d'une journée de mobilisation interprofessionnelle au début octobre, avec l'organisation de manifestations et la mise en débat de grèves décidées dans les entreprises avec les salariés. »

Ce qui est donc proposé à tous, ce serait de simples manifestations... et la grève pour ceux qui la voudraient. Cette timidité ne risque certainement pas d'effrayer le pouvoir, ni le patronat, mais surtout n'est pas de nature à redonner confiance à la masse des travailleurs qui, eux, subissent semaine après semaine les coups qui tombent.

Pendant des mois, les dirigeants syndicaux sont restés silencieux face à l'offensive aggravée du patronat et du gouvernement. Et cette réserve, ne serait-ce que sur le plan des déclarations publiques, a renforcé la démoralisation ambiante et l'arrogance du camp d'en face. Pourtant il faut faire face et réagir!

Le monde du travail subit attaque sur attaque de la part du patronat et du gouvernement, en vue de faire payer aux travailleurs le maintien et l'augmentation des profits des grands groupes capitalistes et de toute la bourgeoisie.

Le patronat bien souvent ne se donne même plus la peine de

tenter de justifier licenciements et suppressions d'emplois par de prétendues difficultés économiques. Les patrons annoncent froidement qu'ils vont licencier des centaines, voire des milliers de travailleurs, simplement pour s'assurer des marges plus fortes et distribuer ainsi de plus gros dividendes aux actionnaires. Les délocalisations peuvent se traduire par des transferts de fabrication à... quelques dizaines de kilomètres, où les travailleurs « sauvés » auront le droit dans leur usine de faire le travail de leurs camarades promis à la porte, avec des cadences augmentées. On en est à exiger, comme chez le gros sous-traitant automobile Montupet, une baisse du salaire mensuel de plus de 20% au total, ou la porte en cas de refus, en s'appuyant pour ce faire sur une modification législative passée en douce par le gouvernement en 2005.

Quant au gouvernement, il organise la suppression massive des postes dans tous les services publics, bloque les salaires et supprime les crédits, qui vont entraîner à leur tour des pertes d'emplois. Sans parler de toutes les infamies auxquelles il se livre, supprimant des droits et diminuant des remboursements, infamies dont les premières victimes sont les milieux les plus démunis.

Il est clair que, face à une offensive d'une telle ampleur, il n'est pas possible de se contenter de simples escarmouches. Et il est encore plus fou de croire que cela pourra se résoudre par de « véritables discussions » autour d'une table avec les tenants de ces agressions, patronat comme gouvernement. Mais il est tout aussi illusoire

d'attendre le salut d'un changement de gouvernement.

Ce qui est en jeu, c'est de préparer la contre-offensive du monde du travail qui pourra arracher les revendications capables de garantir la vie de la population travailleuse. Il s'agit d'abord de redonner confiance aux travailleurs dans leur force et dans leur capacité à mettre fin aux reculs incessants. Pour cela, il faut montrer le chemin qui permettra d'y arriver, et tout faire pour rassembler l'ensemble des travailleurs au maximum de ce qui est possible.

Une première journée de grèves et de manifestations, où tous les travailleurs, du public comme du privé, seraient appelés à joindre leur protestation, serait bien la moindre des choses après des mois d'attaques incessantes. Tout en étant conscient qu'une seule journée est loin de suffire, cela permettrait de se compter. Et ce pourrait être une première étape vers une véritable mobilisation.

Alors, bien sûr, ce n'est absolument pas la perspective de Thibault, Chérèque ou Mailly, qui sont surtout préoccupés « d'être associés aux prises de décisions », comme ils disent. Mais c'est l'affaire des travailleurs et de tous les militants syndicaux qui enragent de voir les reculs succéder aux reculs, en l'absence de réactions à la hauteur des enjeux. À eux de tout faire pour transformer les initiatives limitées qui vont être proposées en autre chose, en profitant de l'occasion pour défendre devant l'ensemble des travailleurs des revendications capables de garantir la vie de tous.

Paul SOREL

• Les propositions de la CGT Emploi-salaires : un programme au rabais

Lors de sa conférence de presse du 26 août, Bernard Thibault a annoncé : « La CGT met en avant 10 exigences pour cette rentrée, qui seront autant d'axes de campagne dans les entreprises, les professions, les territoires. » Et suivaient les propositions de la confédération en particulier sur les deux problèmes majeurs rencontrés par les travailleurs : le blocage des salaires et les licenciements.

Sur les salaires, la confédération annonce : « Nous revendiquons l'ouverture immédiate des négociations annuelles obligatoires par anticipation au titre de 2012. »

Pour contrer les licenciements, la revendication de la CGT est la suivante : « Il faut contraindre les entreprises à examiner sérieusement toutes les alternatives au licenciement. »

Voilà donc le programme que la direction de la CGT voudrait que ses militants reprennent à leur compte et sur lequel les travailleurs devraient se mobiliser ! On est vraiment tombé au degré zéro du programme revendicatif. Pas une seule revendication chiffrée, ou ayant la moindre consistance, pas une mesure capable de changer quoi que ce soit à la situation actuelle.

Sur les salaires, nul besoin d'avancer ou retarder les négociations annuelles obligatoires pour en savoir les résultats. Elles existent, elles sont dans la loi et, avec elles comme sans elles, le résultat est le même : il n'y a aucune augmentation générale de salaire qui en sort. Les patrons, eux, comme chacun le sait, ne connaissent qu'une chose : le rapport de forces. Et ils ont le sentiment qu'il est en leur faveur en ce moment. Le pire, si l'on peut dire, est qu'en plus les dirigeants CGT font comprendre que le problème des salaires serait un problème particulier à chaque entreprise, alors qu'il s'agit d'une offensive concertée de l'ensemble du patronat et du gouvernement, et qu'il est vital pour les travailleurs de faire front ensemble pour arriver à des résultats tangibles.

Quant à l'emploi, voilà que Thibault en est à proposer le peu qu'il y a déjà dans la loi, et depuis très longtemps. « Contraindre les entreprises à examiner sérieusement toutes les alternatives au

licenciement » ? Mais c'est ce qu'elles font, quand elles proposent de baisser les salaires, de reprendre les droits sociaux, d'exiger que les travailleurs augmentent de 10, 20% ou plus leurs cadences et leur temps de travail sans être payés. Ce qui ne les empêche pas de licencier après, quand elles le décident. Proposer de se battre pour ça ? Mais quel militant sincèrement soucieux de défendre ses camarades de travail et d'empêcher les licenciements oserait mettre cela en avant sans honte devant les travailleurs ?

Mais visiblement il ne s'agit pas d'un plan de lutte, même pas d'un programme revendicatif minimum. Il s'agit surtout de ne pas mettre en avant des revendications incompatibles avec ce que propose le PS, qui se prépare à l'alternance dans la continuité.

S'il faut se battre – et il faudra se battre pour enrayer les attaques actuelles et celles qui se préparent – il faut un programme qui en vaille la peine et qui change réellement le rapport des forces et apporte des garanties durables à tous les travailleurs. Sur les salaires, en plus de la revalorisation substantielle des salaires et des pensions, il faut absolument imposer leur revalorisation automatique en fonction de la hausse réelle des prix, au travers de l'échelle mobile des salaires. Pour empêcher les licenciements, il faut les interdire purement et simplement, en imposant la répartition du travail entre tous sans perte de salaire et le contrôle des travailleurs sur les comptes officiels et officieux des entreprises. Voilà ce qui doit être à la base d'un véritable programme de lutte pour les travailleurs, et non les renoncements officiels du programme mis en avant par les dirigeants confédéraux de la CGT.

P. S.

• Chômage

À nouveau en forte hausse

Les statistiques publiées par le ministère du Travail la semaine dernière font état d'une importante progression du chômage en juillet.

Le nombre de chômeurs de catégorie A (c'est-à-dire sans aucune activité) augmente le plus : 36 100 chômeurs supplémentaires en juillet. Cette augmentation s'additionne à celles des mois de mai et de juin pour donner, dans cette catégorie, un total de 2,75 millions en métropole. Toutes catégories cumulées, et en ajoutant les chiffres des

DOM-TOM, le nombre de chômeurs s'établit à 4,4 millions (+ 4,3 % en un an), sans compter ceux qui, bénéficiant d'un stage, d'une formation ou d'un contrat aidé, ne sont pas tenus de pointer à Pôle emploi (573 000 en France métropolitaine).

Aucune classe d'âge n'est épargnée par l'augmentation du chômage, même si les chômeurs de plus de 50 ans sont les plus touchés (+ 2 % en juillet et + 15 % sur un an, ne serait-ce qu'à cause du recul de l'âge de départ en retraite).

Parallèlement, la durée du chômage augmente. Les

statistiques indiquent que la part des chômeurs sans emploi depuis au moins un an, qui était de 30 % il y a deux ans, atteint 38,1 % en juillet 2011. Et l'ancienneté moyenne au chômage, aujourd'hui de 453 jours, a augmenté de deux mois.

Malgré ces résultats, Xavier Bertrand, ministre de l'Emploi et de la Santé, s'est voulu rassurant. « *Ma conviction est que le chômage va repartir à la baisse* », a-t-il affirmé, contre toute vraisemblance. Car si les emplois les plus fragiles, les contrats à durée déterminée, les missions d'intérim (+ 18 %

de chômeurs en fin de mission au premier semestre de cette année) ont été les plus frappés ces derniers mois, le patronat prévoit d'ores et déjà, d'après les sources du journal *Le Figaro*, des plans sociaux massifs pour le second semestre 2012, après les élections présidentielles. On sait déjà que le groupe PSA envisage ainsi la fermeture de plusieurs sites.

Il est donc vital pour les travailleurs, avec ou sans emploi, de se défendre contre ceux, employeurs privés ou État-patron, qui organisent ainsi le chômage pour maintenir les profits.

Jacqueline LEPIN

• Personnes âgées dépendantes

Ils n'en ont que faire de leurs conditions de vie

En 2007, le candidat Sarkozy promettait de faire de la prise en charge des personnes âgées dépendantes une priorité. En février 2011, il prêchait : « *Nous ne pouvons plus attendre, notre société a pris du retard.* »

Entre-temps, il en avait appelé à « *redonner un sens au beau mot de fraternité qui est inscrit dans notre devise républicaine.* » Foutaises ! Les personnes âgées dépendantes, leurs familles et les associations vont

devoir continuer à attendre. Il n'y aura pas un centime d'argent public pour elles. C'est Fillon qui l'a annoncé dans son plan d'austérité.

« *Traiter ce dossier dans le contexte économique et financier que nous connaissons aujourd'hui, dans l'urgence, ne serait pas responsable* », a-t-il déclaré. C'est clairement énoncé : pour le gouvernement, l'urgence des urgences c'est l'intérêt des financiers et autres industriels. C'est pour eux qu'ils font les poches des salariés, pas pour les conditions de vie des vieux.

Et le Premier ministre d'ajouter : « *Il nous faudra trouver des ressources adaptées. Nous devons y travailler encore d'ici le début de l'année 2012.* » Là, c'est pour dire que ce sera au prochain gouvernement d'assumer et qu'il n'est pas question de perdre des voix sur le sujet. Car ils n'entrevoient pas d'autre solution, là encore, que de faire les poches des salariés, d'instaurer une deuxième journée de « solidarité », d'augmenter le taux de la CSG, de mettre en place une assurance obligatoire...

Les départements, qui

versent l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), n'ont plus d'argent dans les caisses. Un certain nombre d'associations d'aide à domicile sont au bord de la faillite, faute de subventions publiques. Les familles n'en peuvent plus, ni financièrement ni physiquement ni moralement. Bien des vieillards finissent leur vie dans des conditions inhumaines. Mais l'humanité, ce n'est pas le problème de Fillon, pas plus que de tout autre gouvernement qui sortira de la prochaine élection.

Sophie GARGAN

• Logements privés

Les pratiques abusives des agences immobilières

Dans son dernier numéro, l'UFC-Que Choisir publie les résultats d'une enquête menée auprès d'un peu plus de mille agences immobilières. Il en ressort de nombreux abus vis-à-vis de ceux qui, faute de places dans le secteur social, sont obligés de rechercher une location dans le secteur privé.

À commencer par le non-respect des obligations légales, comme l'affichage visible des honoraires réclamés par l'agence, ainsi que l'absence de diagnostic énergétique, pourtant obligatoire depuis le 1^{er} janvier dernier et permettant au futur locataire d'avoir une idée des charges qu'il devra payer en plus du loyer proprement dit.

Les frais d'agence sont particulièrement mis sur la sellette : en moyenne un mois de loyer, quelle que soit la taille du logement, alors que les démarches sont les mêmes qu'il

s'agisse d'un studio, d'un cinq-pièces ou d'une maison. Et cela, alors que légalement le locataire ne doit à l'agence que les frais de rédaction du bail, une opération standardisée, et encore, à partager pour moitié avec le propriétaire.

C'est surtout sur le terrain des garanties que les pratiques des agences multiplient les abus. Ainsi près de deux sur trois, 62 % des agences consultées, réclament illégalement des documents comme un certificat de l'employeur, alors qu'une simple feuille de paye devrait suffire, une attestation du précédent bailleur ou une attestation de bonne gestion bancaire. Sans oublier ce qui est devenu quasi incontournable : les coordonnées d'un proche se portant caution-garant en cas de défaillance financière du locataire.

Le problème ne se limite pas au fait que les agents immobiliers et les propriétaires profitent de la pénurie de



logements à louer pour imposer leur loi aux locataires. Ils profitent aussi de la situation pour faire flamber les tarifs des locations. Un site d'annonces pour étudiants relève, après une enquête menée dans quatorze villes et sur la base de 14 500 offres, des hausses sur un an de 6,06 % pour les studios et de 3,85 % pour les

deux-pièces dans la capitale, avec des pointes à 14,7 % pour les deux-pièces à Montpellier et de 19,63 % en Ile-de-France.

Le résultat n'est que trop visible : un nombre croissant de jeunes et de familles populaires ne peuvent plus se loger correctement, voire se retrouvent condamnés à la rue.

Roger MEYNIER

• Étude de l'Insee

Toujours plus de pauvres

Une étude de l'Insee publiée mardi 30 août montre, chiffres à l'appui, que la pauvreté a augmenté en 2009. Il y avait en France, en 2009, 8,2 millions de pauvres, soit 13,5 % de la population, le seuil de pauvreté s'établissant à 954 euros par mois. La moitié de ces pauvres ne vivaient cette année-là qu'avec moins de 773 euros par mois. Cela représente 400 000 pauvres de plus qu'en 2008.

L'enquête de l'Insee confirme le creusement des inégalités, déjà perceptible dans plusieurs études publiées ces derniers mois. Ainsi, alors que le niveau de vie des 10 % des Français les plus modestes – inférieur à 10 410 euros par an – recule de 1,1 %, celui des 10 % les plus aisés – supérieur à 35 840 euros, soit un niveau 3,4 fois supérieur – a augmenté de 0,7 %.

La proportion de pauvres parmi les actifs a augmenté, passant de 9,5 % en 2008 à 10,1 % en 2009, essentiellement du fait de l'augmentation du chômage. Les allocations chômage représentaient 7,5 % des revenus des ménages en 2009 contre 6,2 % en 2008.

L'Institut statistique lie directement cette augmentation de la pauvreté à la crise amorcée en 2008. Jean-Louis Lhéritier, chef du département Ressources et conditions de vie des ménages à l'Insee, souligne que c'est « *vraiment la première année pleine où se ressentent les effets de la crise* », ajoutant que, si la crise « *a touché tous les ménages, elle a davantage affecté les plus modestes* ».

Pour les années 2010 et 2011, il n'y a même pas besoin de chiffres de l'Insee pour savoir que le nombre de pauvres a continué à progresser du fait de l'aggravation de la crise. Une progression qui montre combien il est urgent pour les travailleurs d'imposer des mesures qui les protègent du chômage et de l'inflation, en s'attaquant au pouvoir que les actionnaires des grands groupes industriels et financiers ont sur l'économie.

Aline RETESSE

• Syrie

La détermination de la population ne faiblit pas

Cinq mois après le début des manifestations en Syrie, à la mi-mars dernier, la répression aurait fait plus de 2 200 tués selon l'ONU. Il n'y a pas de jours sans son cortège d'interventions des forces de répression ici ou là, de morts, de blessés et d'arrestations arbitraires.

Les forces du régime ont tué au moins 8 personnes vendredi 26 août, jour où des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues dans plusieurs villes, comme toutes les semaines. Lundi 29, l'armée est intervenue dans au moins trois villes différentes, tuant 13 personnes.

Mais le courage et la détermination de la population, probablement encouragée par la chute de Kadhafi en Libye, posent un problème croissant aux puissances impérialistes.

Elles avaient jusque-là soigneusement dosé leur condamnation du régime, qu'elles reconnaissaient, quoi qu'elles en disaient, comme une puissance régionale mesurée et stabilisatrice, notamment au Liban, dans le conflit avec Israël, dans la guerre civile irakienne.

L'incapacité de Bachar al-Assad à reprendre la main, soit par la répression, soit par des mesures politiques, ajoute aujourd'hui dangereusement à

l'instabilité de cette région qui est une véritable poudrière, où les populations subissent une misère effroyable.

Des informations publiées lundi 29 par le journal espagnol *El País*, faisant état de centaines de défections dans l'armée syrienne et de l'arrivée en contrebande de cargaisons d'armes en Syrie au profit des opposants, augmentent les craintes d'un soulèvement armé de la population, ce que les puissances impérialistes redoutent par-dessus tout.

Les distances ou critiques venant de Turquie, où le président dit ne plus avoir confiance dans le régime syrien, de la Ligue arabe, qui appelle Assad à « suivre la voie de la raison avant qu'il ne soit trop tard », et même de l'Iran, principal allié de la Syrie, témoignent de la même inquiétude.

Sans doute pour dégager leur responsabilité et préserver leur image, États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne et France ont appelé le 18 août à la démission du président syrien Bachar al-Assad.

Et d'autres pressions, économiques, sont en discussion. Jusque-là, seules des mesures de gel d'avoirs de quelques responsables du régime avaient été

prises, les États-Unis y ajoutant – mais ce n'est pas le pays le plus concerné économiquement – un embargo sur le pétrole syrien et l'interdiction de tout investissement dans le pays.

C'est l'Union européenne qui absorbe 95 % des exportations syriennes de pétrole et contribue ainsi pour un quart à un tiers des recettes du pays. L'anglo-néerlandais Shell et le français Total, qui a poursuivi sa production jusque-là, sont les deux principaux producteurs occidentaux en Syrie. Si l'Union européenne adopte finalement un embargo sur le pétrole syrien, il n'est pas question de geler les exportations de matériel pour les installations pétrolières et les investissements dans ce secteur.

D'autres sanctions envisagées concernent les banques, l'énergie et les télécommunications.

On le voit, la pression reste modérée, à la mesure de la perplexité des grandes puissances, toujours à la recherche d'une solution politique crédible, avec ou sans Assad.

C'est dire si la population révoltée de Syrie n'a rien à attendre d'elles.

Pierre LEMAIRE

Le coût des guerres de l'impérialisme

Le Brown University Institute, un institut universitaire américain, a rendu public un rapport sur le coût humain et financier des guerres menées par les USA au nom de la lutte contre le terrorisme international depuis les attentats du 11 septembre 2001.

En Irak et en Afghanistan, ces guerres ont déjà entraîné la mort de 137 000 civils et de 31 000 soldats, de toutes nationalités, car elles se mènent sous le couvert d'une coalition internationale dont la France fait partie. Plus de 7,8 millions d'Irakiens, d'Afghans ou de Pakistanais ont dû fuir les zones de combat, vivant la situation dramatique de réfugiés.

Quant au coût financier, l'institut l'a chiffré pour le Trésor américain à environ 4 000 milliards de dollars pour l'ensemble des opérations engagées en Irak, en Afghanistan et au Pakistan. C'est trois fois plus que les budgets initialement votés par le Congrès américain. Et ces dépenses continueront, même si Obama parle d'un désengagement d'Afghanistan. Ces chiffres ne prennent pas en compte ce que coûtera la reconstruction dans ces pays.

Quel gâchis ! Les pays impérialistes dépensent des sommes colossales pour maintenir leur domination sur la planète et leurs armées laissent dans leur sillage des pays en ruines. Au nom, osent-ils prétendre, de la défense de l'ordre, de la morale et de la civilisation. On voit ce que cela veut dire pour eux.

Henri QUEDA

Les méthodes de la pègre

La semaine dernière, un caricaturiste très connu dans le monde arabe, Ali Ferzat, a été sauvagement agressé à Damas par des sbires du régime, qui lui ont brisé les doigts et le bras droit en repréailles d'un dessin publié le matin même sur Internet.

Le régime a donné un exemple de ces méthodes de voyou jusqu'en France, où une dizaine d'individus se sont attaqués à un rassemblement de soutien à la révolte en Syrie vendredi 26 à Paris. Six des neuf agresseurs arrêtés par la police ont été rapidement relâchés en

raison de leur passeport diplomatique. Mais quelques heures plus tard ils ont attendu trois manifestants anti-Assad à leur sortie du commissariat de la rue du Croissant et les ont violemment tabassés : deux d'entre eux ont dû être hospitalisés.

• Chili

Deux jours de grève nationale

Mercredi 24 et jeudi 25 août, le Chili a été secoué par une grève nationale appelée par le principal syndicat, la Centrale unitaire des travailleurs. Les manifestations auraient rassemblé 600 000 personnes dans les principales villes du pays.

Dans la capitale, Santiago, les cortèges étaient imposants. Les universités et les administrations étaient fermées, des dizaines d'avenues coupées de barricades. Le gouvernement a fait donner canons à eau, gaz lacrymogènes et police montée. Il y a eu près de 1 400 arrestations. Un adolescent a été tué par balle au cours d'affrontements nocturnes entre policiers et groupes de jeunes.

Cette grève est l'aboutissement de mouvements contestataires commencés en janvier dans la ville de Punta Arenas, sur le détroit de Magellan, à la pointe sud du continent américain. La population s'y est révoltée contre la hausse du prix du gaz, quand le climat froid impose de chauffer dix mois sur douze. Puis ce furent de grandes manifestations contre un projet de barrage hydroélectrique qui aurait noyé une vaste réserve naturelle en Patagonie. Enfin, à partir de juin, les étudiants n'ont cessé de protester contre le coût

des études, bloquant les universités et manifestant massivement dans les grandes villes.

Les revendications étudiantes étaient bien sûr au centre des manifestations des 24-25, et en premier lieu la gratuité des études. Au Chili, la dictature de Pinochet (1973-1990) a instauré un système à l'américaine. Il faut payer cher, même pour étudier dans les universités publiques dont le niveau est souvent bas. Les familles doivent s'endetter pour financer les études des jeunes. Jeudi une pancarte disait : « Cinq ans d'études, quinze de remboursements ».

Mais bien d'autres revendications s'exprimaient aussi, qui sont celles des travailleurs : amélioration des retraites, code du travail plus favorable aux salariés, baisse des impôts, amélioration des services publics de l'éducation et de la santé. Les gens sont révoltés par leurs faibles revenus, alors que les entreprises affichent



leur prospérité et qu'en particulier les cours du cuivre, dont le Chili est le premier producteur mondial, sont au plus haut.

Le gouvernement de droite du président Piñera, élu début 2010, a tenté de discréditer la grève. Il l'a accusée d'être une grève politique, manipulée par le centre-gauche battu il y a dix-huit mois dans les urnes. Sans aller jusqu'à instaurer un couvre-feu, il a fortement invité les salariés à rentrer à la maison après le travail. Ces pressions sont restées sans

effet. Le président bat ses propres records d'impopularité. Quant à l'opposition de gauche, elle ne proteste que pour la forme, elle qui en vingt ans de gouvernements a été incapable de rétablir le niveau de vie des travailleurs et de changer le système établi par Pinochet.

Grévistes et manifestants luttent pour défendre leurs conditions de vie et de travail, et leur combativité semble loin d'être épuisée.

Vincent GELAS

• Sénégal

La mer pillée



Avec ses 700 km de côtes, les ressources tirées de la pêche devraient permettre à la population sénégalaise de mieux se nourrir. Mais de nombreuses familles populaires doivent se contenter de plats sans poisson, apport nutritionnel de base.

La raison : un pillage systématique organisé par des bateaux-usines des grandes compagnies de l'Union européenne notamment, mais aussi chinoises, japonaises, russes, qui sévissent sur les côtes de l'Ouest africain. De 500 à 800 bateaux des pays de l'UE ratissent ainsi les fonds marins sans aucune sélection des prises. Pendant des campagnes qui durent de deux à trois mois,

les bateaux ne laissent rien sur leur passage.

Les petits pêcheurs, eux, sont cantonnés près des côtes. Techniquement moins dotés, ils pêchent des poissons en eaux peu profondes : anchois, chinchards, harengs, maquereaux, sardines... Leurs campagnes de pêche se limitent à quelques heures. Ils crient donc avec raison leur colère contre les gros pilliers et les gouvernements complices.

Le pillage est organisé sous couvert d'accords de partenariat signés entre les pays membres de l'Union européenne et les pays côtiers africains. De tels accords

ont été signés avec des pays comme la Mauritanie, le Maroc, la Guinée-Bissau, le Sénégal... En contrepartie, le gouvernement du pays africain concerné perçoit une somme forfaitaire. Ainsi, les dirigeants du Sénégal auraient empêché moins d'une dizaine de millions d'euros. La somme globale versée aux États de la zone avoisine les 150 millions d'euros, alors que les prises totales génèrent près de 8,2 milliards d'euros.

Un partenariat qui n'a rien d'équitable, seulement taillé à la mesure de quelques pirates des mers.

Vincent MERLET

• Suisse

Le patronat : « Touche pas à mon fromage ! »

Avec la spéculation financière, le franc suisse est devenu une valeur refuge et son cours a grimpé de 30 % par rapport à l'euro depuis le début de l'année. Et les petits et grands patrons du pays se lamentent déjà de ce qu'ils perdraient leur clientèle étrangère à cause de la hausse de leurs prix de vente en euros. Alors l'État helvétique a récemment débloqué 2 milliards de francs suisses en aides aux entreprises.

Mais les patrons en veulent

plus et s'en prennent aux travailleurs. Trois usines de la métallurgie en Suisse alémanique ont déjà changé les contrats de travail pour payer leurs salariés frontaliers (allemands ou français)... en euros ! Et à taux fixe, de 6 à 10 % en dessous du cours actuel. À Bâle, Jaquet Technology prévoit en plus de passer le temps de travail de 40 à 42,5 heures, soit en définitive 12 % de salaire en moins pour 6 % de travail en plus. Si certains patrons veulent ainsi jouer sur la division entre

travailleurs suisses et frontaliers, d'autres, notamment dans le tourisme, parlent déjà d'indexer tous les salaires sur l'euro.

Un représentant des patrons le dit lui-même : « Quand l'euro était au plus haut, personne ne pensait à offrir des compensations ». Alors, comme le remarquait un syndicaliste, il ne s'agit pas maintenant de « laisser les patrons augmenter leur gains pour donner le risque aux employés ».

Claude TONNERRE

Postiers de tous les pays...

La poste américaine (US Postal Service), qui a déjà supprimé 100 000 postes depuis 2007, prévoit d'en supprimer 120 000 de plus d'ici à fin 2015, qui s'ajouteront à 100 000 départs en retraite non remplacés.

En quatre ans, elle compte aussi fermer 10 % de ses bureaux. Et pour mener à bien toutes ces attaques, elle a déjà demandé aux députés américains de supprimer les règles qui protègent encore les postiers contre les

licenciements. Là-bas comme ici, seules nos luttes arrêteront le rouleau compresseur.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière La Poste-Angers du 22 août.

• SNCF

Vers plus de rentabilité... aux dépens des salariés et des couches populaires

C'est fin juillet, en plein cœur de l'été, période propice aux mauvais coups, qu'est paru un décret qui donne plus de liberté à la SNCF pour la fixation de ses tarifs. Et cela sous prétexte de « l'ouverture progressive à la concurrence du marché ferroviaire ».

Si la SNCF n'a pas encore dévoilé ses nouveaux tarifs, ce qui se dessine est leur augmentation possible lorsque la fréquentation des

lignes est importante, et cela jusqu'à la dernière minute, sans que jamais les usagers sachent à l'avance le prix qu'ils vont payer. Autrement dit, au moment des vacances ou lorsque les salariés rentrent chez eux après le travail.

Pour faire passer la pilule, des baisses pourraient avoir lieu à d'autres moments ou sur quelques lignes. Mais cela ne compensera pas, car par définition peu de personnes seront

concernées, à supposer que ces baisses aient lieu.

La concurrence est souvent présentée comme la bonne fée qui fait baisser les prix. Les mauvais coups qui se préparent, dans ce domaine aussi, montrent qu'il ne s'agit que d'une mauvaise fable. La concurrence, c'est bien plutôt faire payer le prix fort à ceux qui ne peuvent pas faire autrement.

Vincent PYROT

• SNCF – Clermont-Ferrand - Paris

Une ligne qui déraile

Depuis plus de deux ans, les voyageurs qui effectuent le trajet Clermont-Ferrand – Paris en Corail TEOZ subissent des retards à répétition et sont de plus en plus mécontents. Pour un parcours de 420 km prévu théoriquement en 3 h 13, la durée réelle des voyages approche souvent les quatre heures.

En cause : des travaux qui n'en finissent pas, d'où des ralentissements, des arrêts en pleine campagne, des pannes de signalisation ou de locomotive.

Il arrive même que des trains à quai, pleins de voyageurs, ne puissent partir à temps, faute de... motrice disponible, et cela aussi bien en gare de Clermont-Ferrand que de Paris-Bercy.

À cela s'ajoute l'état des voitures TEOZ. Quand une climatisation tombe en panne, été comme hiver, les contrôleurs en sont parfois

réduits à faire évacuer tout un wagon et à faire entasser les voyageurs dans le reste du train. Souvent une partie des toilettes sont inutilisables. Les poubelles arrachées ou sans fond ne sont pas remplacées.

Il n'est donc pas étonnant que cette ligne soit classée parmi la douzaine dites « sensibles ». Ce qui constitue un aveu de la part des responsables de la SNCF, qui ne peuvent ignorer l'état de vétusté d'un matériel qui devrait être remplacé depuis longtemps, les wagons du TEOZ datant de plus de trente-cinq ans.

Comme elles sont loin, les déclarations démagogiques d'un Louis Gallois, qui déclarait en 2003 : « *Le TEOZ est parti sur les rails de l'avenir. Il apportera un confort supérieur au TGV... La modernisation de l'infrastructure permettra de franchir le cap fatidique, en 2006, des trois*

heures. » Huit ans après, on voit ce qu'il en est. Guillaume Pepy, l'actuel président de la SNCF, s'il admet du bout des lèvres que tout ne va pas très bien, affirme que c'est provisoire et que « *la SNCF va mettre en place un plan d'urgence pour améliorer certaines lignes* ».

En réalité, et depuis trop longtemps, les voyageurs subissent la dégradation du réseau ferré, d'où des critiques de plus en plus vives de la part des voyageurs dont, certains refusent de présenter le titre de transport.

Ce qu'attendent les voyageurs d'un service public, ce sont des horaires respectés, un meilleur confort et des tarifs moins chers. Pour cela, il faudrait une autre politique que celle du gouvernement et de la SNCF, tous deux à la recherche de la seule rentabilité financière.

Correspondant LO

• La Banque postale

Des comptes qui manquent de transparence

Bien que son chiffre d'affaires soit resté stable, La Poste annonce un bénéfice pour le second trimestre en baisse de 21,2%. Explication : la Banque postale, sa filiale, a dû constituer des provisions en raison de la dépréciation des titres qu'elle détient sur la Grèce. Un porte-parole de La Poste s'est voulu rassurant : « *Notre exposition résiduelle à la Grèce reste extrêmement faible* », a-t-il déclaré. Tout en minimisant les choses,

c'est une façon de reconnaître que la Banque postale fait partie des créanciers de la Grèce. Il a fallu que la bulle financière éclate pour que La Poste soit conduite à le reconnaître. Car la règle, c'est le secret bancaire, qui permet entre autres aux banques de spéculer sur la dette des États, en misant sur des taux d'intérêt qui ressemblent de plus en plus à de l'usure.

L'opacité ne concerne pas seulement la Banque postale et

la Grèce. « *Les banques refusent de donner des informations sur la structure de leurs actifs, leurs liquidités, leurs créances pourries qui figurent encore dans des placards* », déclarait il y a peu un membre du Conseil national de l'information statistique.

Pas étonnant dans ces conditions que les banques elles-mêmes soient victimes des rumeurs alimentant la spéculation contre elles.

Jean SANDAY

• TVA sociale

Le retour ?

Valérie Pécresse a déclaré dimanche 28 août sur BFM TV qu'elle était « favorable à titre personnel, à un transfert d'une partie du coût du travail sur une autre forme de fiscalité (...) par exemple une forme de TVA », autrement dit, une TVA sociale.

Le gouvernement allemand en avait créé une en 2007, augmentant sa TVA de 3% !

Totalement injuste, la création d'une TVA sociale consisterait à faire payer une partie des charges incombant jusqu'à aux patrons aux consommateurs, c'est-à-dire à l'ensemble de la population.

Une « égalité » très hypocrite car, comme tous les impôts indirects, la TVA pèse d'autant plus lourd sur le budget qu'on est plus pauvre.

Mais si l'idée travaille nos gouvernants, c'est que, tout en épargnant les patrons, la TVA est un impôt moins voyant. C'est si vrai qu'ils en abusent

dans les recettes de l'État. La TVA est en effet l'impôt le plus lucratif, en tête des recettes du budget : 169 milliards de recettes en 2009, loin devant l'impôt sur le revenu (56 milliards) et celui sur les sociétés, (48,2 milliards seulement).

Reste à interpréter ce « personnellement » dont Pécresse a assorti sa déclaration, qui laisserait penser que rien n'est joué ou que le projet n'est encore que très lointain. Certes. Mais l'idée faisait déjà partie du programme de Sarkozy lors de la précédente présidentielle, elle a été récemment reprise par Jean-François Copé et on entend régulièrement des économistes bourgeois l'évoquer. Elle est en tout cas très représentative de ces mesures qui épargnent les riches et visent à faire porter tout le poids de la crise sur la classe ouvrière et les couches les plus pauvres de la population.

Pierre LEMAIRE

• Fralib – Gémenos (Bouches-du-Rhône)

La lutte continue

Mercredi 24 août, les salariés de Fralib à Gémenos ont organisé un rassemblement à Marseille, pour s'opposer une nouvelle fois à la fermeture de leur usine de 182 travailleurs. Pour faire encore plus de profits, le groupe propriétaire, Unilever, veut déplacer la production des sachets de thé et d'infusions de la marque Lipton-L'Éléphant, de Gémenos vers son usine de Pologne.

La direction propose 60 000 euros en plus des indemnités de licenciement, en contrepartie de l'engagement à ne poursuivre la direction ni maintenant ni plus tard.

Les travailleurs trouvent que ça ne fait pas le compte et, à l'initiative de la CGT, la lutte se poursuit.

Mercredi 24 août, à Marseille, les travailleurs de Fralib-L'Éléphant se sont adressés

à la population, par des tracts, des prises de parole, et aussi en distribuant des sachets de thé et des boissons. Ils ont mis une sacrée ambiance dans le centre de la ville, en défilant à plusieurs dizaines à bord du petit train touristique. L'accueil des Marseillais et des touristes a, comme les fois précédentes, été des plus chaleureux, certains applaudissant, d'autres levant le poing, reprenant les slogans ou klaxonnant en signe de soutien.

Bien sûr, le groupe mondial multimilliardaire Unilever, propriétaire, aurait largement les moyens de maintenir les emplois des travailleurs. Et d'ailleurs il vient d'annoncer pour les six premiers mois de l'année 2011 des profits de 2,41 milliards d'euros, en hausse de 9% par rapport à l'année précédente.

Correspondant LO



Les travailleurs se servent du petit train pour manifester.

• Mediator

Servier se défausse sur les médecins

Après avoir nié la nocivité de son médicament le Mediator, qui a tué entre 500 et 2000 personnes, le laboratoire Servier tente maintenant de se dédouaner en rejetant la faute sur les médecins qui le prescrivait comme coupe-faim et non comme antidiabétique, ce qu'il était censé être.

Environ 1 500 victimes ayant consommé du Mediator ont porté plainte dans l'instruction pour homicide involontaire et des expertises sont en cours. Or le journal *Libération* relate que, dans un mémoire en défense,

Servier demande à la Commission régionale de conciliation et d'indemnisation du Rhône de conclure à la responsabilité d'un médecin dans les problèmes cardiaques d'une patiente, parce que celui-ci aurait prescrit le médicament « pour le traitement de son obésité ».

De même, une avocate de victimes fait aussi remarquer que, lors des expertises auxquelles elle a assisté, les représentants de Servier font systématiquement la distinction entre les médecins qui ont respecté l'autorisation de mise sur

le marché réservée aux patients atteints de diabète, et ceux qui ont prescrit le Mediator pour faire maigrir.

Mais de nombreux médecins témoignent que les visiteurs médicaux de Servier présentaient ce médicament comme un coupe-faim et qu'ils n'ont jamais été prévenus de la dangerosité de celui-ci. Et surtout la presse a rappelé des plaquettes publicitaires des années 1980 incitant les médecins à prescrire le Mediator aux patients enrôlés, avec le texte suivant sous la photo d'un homme

joufflu : « *Ce patient est dans votre salle d'attente. Son excès de poids et quelques anomalies sont alarmants... Mediator est le traitement des polysurcharges métaboliques.* » Tiens donc !

Après avoir nié la dangerosité de son médicament pendant des années, escroqué du même coup l'Assurance maladie, le laboratoire Servier, deuxième labo français avec 3,7 milliards de chiffre d'affaires, continue de mentir sur toute la ligne pour se soustraire à ses responsabilités. Abject !

Vincent POUPARD

• Médicaments anesthésiques

Pénurie en vue dans les hôpitaux

La Société française d'anesthésie et de réanimation (Sfar), qui regroupe des spécialistes de cette discipline, s'inquiète de la diminution de médicaments anesthésiques à la disposition des anesthésistes-réanimateurs dans les hôpitaux. Il s'agit de médicaments très utilisés et peu chers.

Depuis le 27 juillet dernier

par exemple, l'un des médicaments les plus utilisés dans les blocs opératoires, le Thiopental, n'est plus en vente car le laboratoire qui le fabriquait n'a pas jugé sa commercialisation suffisamment rentable. Or ce médicament permet d'endormir les victimes d'accident qui ne sont pas à jeun et de les opérer en urgence. Et si

d'autres médicaments plus récents existent, selon le président de la Sfar, le docteur Laurent Jouffroy, ils ne sont pas aussi efficaces.

Cette pénurie de médicaments anesthésiques conduit parfois à des ruptures de stocks auxquelles il faut faire face très rapidement. La situation est d'ailleurs suffisamment grave

pour que le président de la Sfar affirme encore qu'« on peut arriver à des drames si aucune solution n'est trouvée ».

Une illustration révoltante de plus de la dégradation générale du service de santé publique provoquée par la soif de profit.

Jacqueline LEPIN

• Prime sur les dividendes

Un pétard mouillé

L'on entend à nouveau parler, dans la foulée des annonces de Fillon, du gadget annoncé bruyamment au printemps par Sarkozy, lors d'une visite dans une fonderie des Ardennes : la prime « de partage des profits » ou prime sur les dividendes, que la communication présidentielle avait présentée à l'époque comme « prime de 1 000 euros ». Une loi l'instituant a d'ailleurs été votée cet été.

On est bien loin d'un partage des profits. Seules sont visées les entreprises de plus de 50 salariés qui auraient versé des dividendes en augmentation par rapport à la moyenne des deux années précédentes. Parmi les entreprises concernées, celles qui ont versé des dividendes aux actionnaires cette année, avant la promulgation de la loi, doivent annoncer la couleur avant le 31 octobre. Rien n'est fixé quant au

montant de cette prime, qui devra être négociée par le patron avec les organisations syndicales, le Comité d'entreprise ou, à défaut d'accord, décidée unilatéralement.

Cela n'empêche pas le gouvernement de claironner déjà que, selon ses prévisions, quelque 4 millions de salariés devraient toucher environ 700 euros, ce qui n'apparaîtrait pas négligeable, si...

Si, tout d'abord, elle était réellement versée. Or l'exemple du PDG de SEB, qui a en juillet distribué une prime de dividendes en réduisant d'autant la prime d'intéressement prévue, risque de ne pas rester isolé. Comme l'avait fait savoir le PDG d'AXA : « *Je suis d'accord, si elle ne me coûte rien.* » On peut faire confiance à ces patrons pour qu'ils fassent en sorte...

Viviane LAFONT

Des géants du textile ferment les yeux sur les produits toxiques

Une enquête a été menée par Greenpeace sur quatorze marques textiles très répandues dans le monde, dont H&M, Nike, Adidas, Lacoste, Gap... Sur les deux tiers des échantillons analysés, ont été trouvées des substances toxiques : des éthoxylates de nonylphénol (NPE). Ces NPE servent de détergent et de mordant pour teindre les textiles. Après lavage des vêtements, une partie de ces produits aboutissent dans les égouts et les rivières, où ils se décomposent en nonylphénol, très toxique, constituant une menace sur la fertilité des êtres vivants, sur leur système de reproduction et leur croissance. Ces produits ont été identifiés dès 1993 en Europe comme substances à risque et ne peuvent plus être employés. Mais la réglementation ne concerne pas les importations. Cela n'empêche donc pas ces grandes marques de les utiliser dans les pays sous-développés où sont fabriqués leurs textiles.

Après la publication du rapport, deux marques se sont tout de même engagées à éliminer toutes substances chimiques toxiques d'ici... 2020. Adidas par contre s'est contenté d'un communiqué vague, sans engagement de sa part.

Décidément, même la production de vêtements et de chaussures est une chose trop sérieuse pour être laissée dans les mains des capitalistes, qui se moquent autant de la santé des consommateurs que de l'environnement.

Claire DESPLANTES

• Nucléaire

Les soutiers de la maintenance

En France, les trois quarts du courant électrique sont fournis par l'énergie nucléaire. La recherche de la rentabilité existait déjà lorsque EDF était nationalisée mais, depuis la privatisation partielle d'EDF, celle-ci n'a fait que s'accroître, accélérant le relâchement des exigences de sécurité. Et ce sont en premier lieu les travailleurs de ce secteur qui en paient le prix. C'est ce qu'a dénoncé le JDD du 28 août.

En même temps que les recrutements d'EDF ont été gelés pour diminuer la masse salariale, la sous-traitance s'est développée, au point qu'aujourd'hui 80% des travaux de maintenance sont effectués par des entreprises sous-traitantes. Et, dans la recherche d'une rentabilité maximum,

ces entreprises font tourner les travailleurs, de centrale en centrale.

Ainsi, lors des opérations de maintenance appelées « arrêts de tranche », les centrales font appel à ces travailleurs que l'on appelle les « nomades du nucléaire ». Ils sont plus de 20 000 à parcourir les 19 centrales du

pays à chaque arrêt de tranche. Certains sont salariés d'EDF, mais une très large majorité est employée par des entreprises sous-traitantes, souvent en CDD ou en intérim, et connaissent donc moins bien les installations, les locaux, le matériel spécifique.

Souvent ces travailleurs n'apprennent leur destination que quelques heures à l'avance et beaucoup d'entre eux vivent l'essentiel de leur temps dans des camping-cars ou dans des campings municipaux. Il faut dire qu'avec des salaires compris entre le smic et 1 400 euros

net, il faut économiser au maximum sur le logement comme sur les déplacements, car EDF ne s'embarrasse pas de leur prévoir l'hébergement.

Et surtout ces travailleurs sont constamment soumis aux radiations. En théorie, ils ne doivent pas être soumis à un seuil d'exposition dépassant 20 millisieverts (mSv) sur 12 mois consécutifs.

Mais, pour le grand public, la limite autorisée est de 1 mSv. À ce stade de 20 mSv, des



chercheurs de l'Inserm affirment que ces rayonnements sont facteurs de cancer, et l'on ment aux travailleurs en leur faisant croire qu'ils ne risquent rien à ce stade d'exposition. Comme pour l'amiante, les industriels du nucléaire sacrifient à petit feu des travailleurs en toute connaissance de cause, pour augmenter encore plus leurs profits.

V. P.

• Anovo - Angers (Maine-et-Loire)

Les ex-salariés de Thomson de nouveau menacés

Le 28 juillet, en pleine période des vacances, les 1 200 travailleurs des six sites français du groupe Anovo (dont Brive, Montpellier et Angers) ont appris que les menaces de fermeture, dans l'air depuis déjà un moment, se soldaient par une mise en redressement judiciaire. Ce groupe, implanté au niveau international, est spécialisé dans l'entretien et la maintenance de matériels électroniques.

Après avoir dépensé des millions d'euros dans un programme dit Optima, qui avait pour but d'optimiser les coûts sur plusieurs sites en Europe, les responsables annoncent aujourd'hui une dette de 9 millions d'euros.

Dernièrement, les travailleurs ont appris que le président du Conseil d'administration avait démissionné, sans oublier d'empocher au passage, par la vente d'un paquet d'actions, une somme qui avoisinerait (selon de plus petits actionnaires)... un million d'euros. Voilà qui juge les dirigeants de ce groupe, qui comptent bien faire payer la note aux travailleurs, en empochant au passage le pactole.

À Angers Beaucozéz, l'entreprise Anovo date de 2005. Elle a été mise en place à l'époque à grand renfort de publicité et surtout d'aides des collectivités locales, afin d'opérer de prétendus reclassements des salariés de Thomson. En échange d'une exclusivité de la réparation de la production et du service après-vente, Anovo

que les 42 premiers travailleurs de Thomson mutés chez Anovo obtinrent, par la grève, non seulement une prime de mutation mais aussi le maintien de leur salaire.

À cette même époque, la direction d'Anovo évoquait

l'agglomération. C'est dans ce contexte qu'Anovo put profiter de nombreuses aides publiques pour s'installer à Angers. Bien entendu, il ne fut jamais question de la part des responsables politiques, qu'ils soient de gauche ou de droite, de deman-



Manifestation du temps de Thomson.

s'engagea à l'époque à embaucher 160 salariés de Thomson sur trois ans. Pour Thomson Angers, qui cherchait à l'époque à « externaliser les emplois », il s'agissait tout simplement de licencier sans le dire, et de faire au passage l'économie des indemnités de licenciement. Par une série d'externalisations de ce type (vers Anovo, mais aussi vers TTE, Geodis et d'autres) et en utilisant tout un arsenal de pressions sur les salariés, les dirigeants de Thomson firent fondre les effectifs de 1 000 à 350 salariés. À chaque fois il y eut des résistances et c'est ainsi

même un site de 350 salariés pour 2009! De leur côté, l'ensemble des élus locaux, trop contents d'éviter un nouveau plan de licenciements secs, se réjouissaient de cette stratégie du groupe Thomson. Ils tenaient en particulier à éviter un conflit d'ampleur comparable à la lutte qu'avaient menée en 2003 les travailleurs de Bull « externalisés » vers ACT: quelques mois seulement après le passage sous étiquette ACT, les nouveaux patrons avaient décidé de fermer l'usine et de mettre tout le monde à la porte, ce qui avait provoqué une grève dure et marquante à l'échelle de

der aux dirigeants d'Anovo les moindres comptes sur leur gestion de cette entreprise, pourtant si généreusement arrosée par l'argent public.

Le 28 juillet dernier, après avoir appris que leur site était menacé de disparition, les 110 travailleurs de l'entreprise, dont la moitié environ sont d'ex-salariés de Thomson, ont débrayé massivement. Dans les semaines qui viennent, ils entendent bien demander des comptes à ces patrons qui se sont moqués d'eux et jouent avec leurs vies.

Correspondant LO

• Kraft Foods

Division du groupe... pour multiplier les profits

Après avoir acheté les entreprises LU en 2007 puis Cadbury en 2010 à coups de milliards, le second groupe mondial de l'agro-alimentaire, Kraft Foods, a annoncé qu'il allait se scinder en deux.

La plus grosse partie concerne les produits sucrés, comme les produits LU, Cadbury, le chocolat Milka, des chewing-gums et du café. Ce secteur dit des « snacks » est jugé en forte croissance. L'autre partie correspond à des produits d'épicerie, vendus en Amérique du Nord, et réalise un fort taux de profit. Signe que cela plaît aux actionnaires, l'action en Bourse a augmenté aussitôt après l'annonce.

En effet le groupe ne cesse de faire des profits. Mais il a pour objectif de les augmenter encore de 11 à 13% pour l'année 2011. La division en deux poursuit le même but, devant faciliter la restructuration des deux nouvelles entités.

Après avoir revendu cette année l'activité dans les pizzas, le dernier plan en date consiste à intégrer complètement toutes

les entreprises du groupe à l'échelle européenne. La fermeture de plusieurs sites de LU en France est officiellement envisagée. Les mesures concrètes ont commencé par une centaine de suppressions de postes au niveau des directions, et de 150 autres sur des sites en Belgique et en Autriche. Et pour les travailleurs qui restent en place, c'est l'augmentation des cadences.

Les actionnaires considèrent évidemment le groupe comme une simple machine à profits, et se moquent complètement des conséquences de leurs décisions pour les salariés. Mais les grèves récentes à Satolas en France et à Hal en Belgique montrent que les travailleurs n'ont pas envie de se laisser faire.

Hervé BOIDET

Écologique ? Surtout égoïste !

Carrefour aurait demandé au Grand-Lyon d'être exonéré de la taxe sur les ordures ménagères, prétextant traiter elle-même ses déchets.

L'entreprise ne manque pas d'air, car elle oublie tous les emballages et publicités dont elle inonde les consommateurs, dont nous faisons

partie. En fait, elle voudrait qu'on paye à sa place!

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière Carrefour
Vénissieux du 22 août.

• Au fou! Des ingénieurs recrutés sur partie de poker!

Selon *Le Parisien*, Addi-team, une société spécialisée dans le conseil en ingénierie informatique, a décidé de recruter des ingénieurs en utilisant comme mode de sélection... le poker!

Les quarante premiers candidats sont donc attendus devant des tables de jeu. Les participants commenceront avec le même nombre de jetons, puis seront éliminés une fois qu'ils les auront tous perdus, jusqu'à ce qu'il ne reste qu'un joueur.

Mais, attention, les candidats sont déjà avertis que le gagnant n'aura pas forcément droit à un contrat de travail. On sait que les consultants en recrutement ont plus d'un tour dans leur sac. Ils pourront très bien choisir un recalé du jeu ayant montré des qualités individuelles et refuser un gagnant de la partie de cartes.

Le PDG de cette société, Éric Decalf, a expliqué au quotidien que ce petit jeu pervers aurait pour origine la « pénurie de profils » dans ce secteur d'activités, avouant que ce jeu serait « avant tout » un moyen d'attirer les candidats. Toujours, selon lui, « les informaticiens sont très souvent des joueurs de poker ».

Il est vrai que passer des annonces en proposant des embauches en CDI, avec un bon salaire à la clé, à des personnes ayant les qualifications requises, ce n'est vraiment pas tendance. Mieux vaut donc les recruter sur un de ces critères tordus dont les chasseurs de têtes ont le secret!

Les concurrents de cette société, interrogés par le quotidien, sont partagés entre « c'est du n'importe quoi » et d'autres qui trouvent que « l'outil poker n'est pas forcément choquant », comme l'explique un autre PDG pour qui « il faut être stratège, aimer le jeu, résister au stress... Il lui vient cependant un doute: « Le bluff peut aussi être très vite assimilé au mensonge. » À critère de recrutement tordu, candidat retors, serait-ce possible?...

Encore un petit effort, Messieurs les consultants, et les prochains recrutements se feront à la roulette russe. Mais alors il ne faudra pas se plaindre de la pénurie de candidats.

Jacques FONTENOY

• Montupet Fonderies du Poitou Alu Ingrandes (Vienne)

Au tribunal, les patrons en flagrant mensonge

C'est à la mi-juillet que Montupet, le groupe de fonderie et sous-traitant de l'automobile qui contrôle la fabrique de culasses châteleraudaise FDPA a annoncé brutalement son intention de baisser les salaires ouvriers de 15 % sous peine de licenciement, tandis que les salariés du 2^e collège étaient menacés de perdre 14 jours de RTT.

Précisé lors d'un Comité d'entreprise le 25 juillet, le plan « d'amélioration de la compétitivité » s'avérait encore plus brutal, puisque les patrons y ajoutaient leur intention de réduire les horaires de 38 h 30 à 35 heures payées 35, et de dénoncer la grille de salaires en vigueur depuis vingt ans. La perte salariale avoisinerait ainsi 23 %, 350 à 500 euros par mois pour un salaire ouvrier.

Pour tenter de parer le coup de force à quelques jours du départ en congés, les syndicats ont engagé une procédure devant le tribunal de grande instance de Poitiers, qui s'est penché sur l'affaire mercredi 24 août.

À cette occasion, les quelques dizaines de travailleurs des Fonderies qui avaient interrompu leurs congés pour assister au procès ont pu entendre à quel point l'argumentation des patrons – ici représentés par leur avocat – était empreinte de cynisme, de culot et de mensonges.

Ainsi, lorsque l'avocate des syndicats rappela que la loi prévoit tout de même qu'en cas de modification aussi substantielle du contrat de travail les élus syndicaux disposent d'un délai suffisant d'information et de consultation, ajoutant que le minimum aurait au moins été d'attendre que soient déposées les conclusions d'un rapport d'expertise demandé avant l'été par le Comité d'entreprise dans le cadre d'un « droit d'alerte », l'avocat des patrons eut le culot de répondre que les élus avaient été informés « en temps réel » des projets de Montupet!

Comme si les dirigeants de Montupet n'avaient pris

conscience de la situation soi-disant périlleuse de la fonderie que peu avant l'été... Comme s'ils n'avaient pas su, avant même de racheter FDPA en janvier 2010, que les finances de l'entreprise avaient été pillées par leurs prédécesseurs et que les deux fonds d'investissement qui se sont succédé n'avaient pas plus investi dans les moyens de production que Montupet lui-même depuis qu'il a repris la fonderie! Comme s'ils avaient ignoré l'état du marché de la sous-traitance automobile!

Évidemment, les patrons savaient tout cela. Évidemment, ils avaient prévu dès 2010 que c'est en taillant à coups de hache dans les salaires qu'ils s'assureraient leur part. En faisant donner l'encadrement, en convoquant, en sanctionnant, ils ont simplement préparé le terrain, s'efforçant d'instaurer pendant des mois un régime de peur, avant de tenter leur mauvais coup au cœur de l'été.

Toujours selon les patrons et leur avocat, c'est la perte d'un marché avec BMW qui a rendu plus urgente encore la nécessité d'une amélioration de la compétitivité. Mais s'ils veulent baisser les coûts, pourquoi ne prennent-ils pas sur leur part, sur celle des actionnaires?

Eux ont du « gras » à perdre, pas les travailleurs! Et pourquoi l'argent accumulé par les propriétaires successifs – quatre en dix ans! – et par Renault, qui depuis l'origine des Fonderies n'a pas cessé d'être le donneur d'ordre principal, ne pourrait-il pas servir à garantir les emplois et les salaires? Et ce d'autant plus que dans les autres usines Montupet de France, Châteauroux et Nogent-sur-Oise, depuis des semaines le travail tourne à fond, avec l'embauche massive d'intérimaires pour tenter de sortir les culasses demandées.

En attente de la décision que la juge a mise en délibéré jusqu'au 31 août, les travailleurs des Fonderies continuent à ne pas accepter de sacrifier des salaires déjà bien insuffisants, et à se préparer à la grève si les patrons ne remballent pas purement et simplement leur projet.

Correspondant LO

• Toyota – Onnaing (Nord)

Bonne ambiance au retour des congés

Après trois semaines de congés, le travail a repris à l'usine le lundi 22 août. La bonne ambiance, les comportements collectifs et les discussions nombreuses entre les travailleurs ont repris comme avant les vacances.

La CGT, FO, la CFDT et SUD ont distribué un tract commun, très apprécié par les travailleurs, pour dénoncer la faiblesse des salaires, les difficultés financières de tous, les profits de Toyota – 3,6 milliards d'euros en 2010/2011 – et rappeler les revendications non satisfaites de la grève d'avril dernier.

De son côté, la direction a organisé des réunions d'information dans chaque équipe, pendant le temps de travail, vendredi 26 août, pour nous présenter la situation de TMMF (Toyota Onnaing) et les perspectives pour les années à venir...

Quand ils ont présenté le budget de TMMF en déficit, beaucoup ont hué les deux directeurs, car il est de plus en plus évident que ce déficit est artificiel : par exemple, en achetant au prix fort des pièces à des sous-traitants 100 % Toyota, et en vendant les voitures à 9 500 euros à Toyota Europe, soit 5 000 euros en moyenne en dessous du prix de vente aux clients. Toyota France peut ainsi produire de gros bénéfices tout en payant le minimum d'impôts et de taxes. D'ailleurs, la direction ne s'aventure pas à expliquer comment cette usine, qui était prévue il y a dix ans pour être rentable avec une production de 100 000 à 150 000 véhicules par an, serait maintenant déficitaire pour une production qui a frôlé les 250 000 véhicules certaines années!

Et ce ne sont pas les salaires qui plombent les comptes, vu leur faiblesse! C'est sans doute pour cela que les directeurs ont solennellement annoncé lors de ces réunions qu'ils allaient engager des discussions sur les salaires avec les syndicats. Au-delà du rituel des négociations annuelles obligatoires, c'est d'abord l'aveu que ces discussions n'existaient pas. Et c'est aussi le résultat de la grève d'avril dernier, qui a un peu ébranlé la direction. Elle voudrait bien désamorcer le mécontentement général quant à la faiblesse des rémunérations (1 250 à 1 300 euros net par mois, plus 500 euros de prime d'intéressement trimestrielle, pour la majorité des ouvriers de production).

Évidemment, les deux directeurs, pas très assurés lors de ces réunions, ont demandé aux syndicats de venir avec des revendications « réalistes ». Mais la « réalité » pour beaucoup d'entre nous, ce sont des découverts à la banque à chaque fin de mois, des factures qui s'accumulent et une vie qui est de plus en

plus difficile. Et ça, c'est sans parler des mauvaises conditions de travail, de la précarité qui augmente, avec plus de 700 intérimaires dans l'usine en ce moment...

Les discussions, qui étaient déjà nombreuses avant ces réunions, ont redoublé après. Des centaines de travailleurs discutent ouvertement qu'il faudra se mobiliser, en étant encore plus nombreux qu'en avril dernier et avec encore plus de cohésion. Des débats s'engagent sur les revendications à mettre en avant, non seulement sur les revendications de la grève d'avril dernier (prime exceptionnelle et 13^e mois), mais aussi sur des augmentations mensuelles uniformes, et en exigeant que ces augmentations soient indexées automatiquement sur la hausse des prix.

Pour beaucoup, il devient clair qu'il va être nécessaire de se réunir en assemblées de travailleurs dans les ateliers, pour mesurer l'état de nos forces et discuter des revendications à mettre en avant.

Correspondant LO



• STMicroelectronics – Crolles (Isère) Le Rousset (Bouches-du-Rhône)

Non aux pertes de salaire !

Des travailleurs de ce trust de l'électronique, sur le site de Crolles 1, près de Grenoble, viennent de subir une semaine de chômage technique, alors que certains salariés ont fait des heures supplémentaires les jours précédents. Cela entraîne des pertes de salaire, importantes pour les salariés en équipe de nuit et week-end. La raison donnée par la direction est simple : la crise qui secoue Nokia, dont les parts de marché

sont en chute. C'est un des principaux clients de STE, la partie de ST qui s'occupe des composants pour la téléphonie.

À l'usine du Rousset (Bouches-du-Rhône), des travailleurs se voient imposer une semaine de congés. Là, la hiérarchie a tenté de diviser les travailleurs en disant que la production est partie prioritairement à Crolles.

La direction laisse entendre que, la crise s'installant, le

chômage technique allait devoir être renouvelé dans les mois qui viennent. Les travailleurs ne se laisseront peut-être pas faire...

Ils ne sont pour rien dans les aléas d'une production totalement aveugle, où on produit pour les profits et non pas pour les besoins. Alors, ce n'est pas à eux de faire les frais de ces yo-yo : « Nos salaires, on les veut entiers. »

Correspondant LO

• SNCF – Orléans Les Aubrais

Les cheminots des guichets obtiennent gain de cause

Octobre 2007. À peine nommé à la direction de l'établissement d'Orléans-Vierzon-Bourges, le directeur et son « staff » cherchaient par tous les moyens à « diminuer la masse salariale ». Cela correspondait aux ordres de la direction nationale bien sûr, mais cela pouvait être, pour certains cadres zélés, un accélérateur de carrière...

Alors, des postes ont été supprimés par dizaines. Mais pas seulement. Tout à sa politique d'économies sur nos salaires, ce directeur remplaça du jour en lendemain une prime attribuée aux cheminots

des guichets par une autre, en en diminuant le montant. Quelques euros économisés chaque mois sur les salaires de la centaine de vendeurs, c'était, selon la direction, toujours ça de pris!



Les guichets à Orléans.

Quand les cheminots concernés réclamaient leur dû, la réponse était invariable: « C'est une mesure nationale. » Certains camarades agacés ont fini par vérifier auprès des autres gares. Les vendeurs d'Orléans-Vierzon-Bourges étaient les seuls à qui on avait enlevé cette prime.

Il aura fallu le départ de ce directeur pour que les cheminots retrouvent cette prime. Mais la nouvelle direction en place refusait de payer les arriérés sur la période 2007/2010.

À l'initiative de déléguées SUD Rail, 45 cheminots ont déposé un dossier en Prud'hommes pour enfin retrouver leur droit et leur argent. Courant août, la direction faisait enfin savoir qu'elle était prête à payer les arriérés à tous les cheminots concernés, sans doute parce qu'elle avait la quasi-certitude de perdre son procès.

Les cheminots des guichets vont donc toucher, à partir de septembre, de 200 à plus de 500 euros que l'ancien directeur

avait escamotés de leur fiche de paye. Cette nouvelle nous a bien sûr tous réjouis. Le fait d'avoir réclamé à 45 notre dû a renforcé notre solidarité collective. Et chacun apprécie la claque à l'ancien directeur déjugé.

Dans cette période où ce sont plutôt les mauvaises nouvelles qui tombent, celle-ci nous a à tous fait du bien. Et certains camarades disaient vouloir investir cette somme... dans la lutte collective!

Correspondant LO

• Française de Mécanique – Douvrin (Pas-de-Calais)

Toujours des bras en moins

La Française de Mécanique a perdu ces huit dernières années plus de deux mille salariés. La Fonderie qui employait huit cents travailleurs a été fermée progressivement puis complètement rasée; des centaines d'autres sont partis et n'ont, bien sûr, pas été remplacés. À cela s'est ajouté, il y a deux ans, un plan de « départs volontaires » qui s'adressait plus particulièrement à des techniciens et cadres.

La moyenne d'âge approchant 48 ans, beaucoup de salariés attendent la retraite avec d'autant plus d'impatience et de difficultés que la diminution du nombre de postes s'est traduite par une augmentation de la charge de travail pour ceux qui sont restés.

Les embauches se font donc au compte-gouttes et les deux cents ou trois cents intérimaires auxquels il faut ajouter les CDD, les contrats professionnels, les apprentis, les sociétés extérieures, qui espéraient être un jour embauchés, ont vu les annonces de fermeture de Sevelnord (à 50 km) et les premières mutations de salariés de là-bas vers la Française de Mécanique comme une menace pour leurs espoirs d'embauche.

Les réorganisations des lignes de fabrication se succèdent en amenant des suppressions de postes, les conditions de travail devenant alors

toujours plus dures pour ceux qui restent. Pour faire des économies, les stocks de pièces sont maintenus au strict minimum avec des ruptures d'approvisionnement inévitables. Les effectifs de la maintenance ont eux aussi fondu, rendant les pannes plus fréquentes. Alors pour produire, la direction multiplie les heures supplémentaires. Dans ces conditions, pour adapter au mieux le nombre de bras au nombre de moteurs à produire, l'organisation des postes de travail a été revue pour faciliter le passage des salariés d'un poste à un autre. Du coup, des ateliers entiers fonctionnent avec des opérateurs qui travaillent sur plusieurs postes. Moins il y a d'ouvriers dans l'atelier et plus les distances à parcourir s'allongent, comme la fatigue en fin de journée.

Les nouveaux moteurs, puissants et chers, se vendant

moins bien que prévu, la production des petits moteurs anciens sur de vieilles lignes de fabrication a été maintenue et continue même à se développer. C'est le cas pour l'usinage de pièces à destination de l'Iran ou du Brésil. La direction souhaite maintenant développer l'assemblage de moteurs bas prix pour l'Europe.

Personne ne se plaint de voir ces productions continuer, d'autant que Renault a annoncé dernièrement que la nouvelle génération de moteurs, devant prendre la place de celui fabriqué à la Française de Mécanique, serait finalement produite en Espagne et en Roumanie.

De nouvelles lignes de production sont en préparation pour démarrer d'ici deux ans la fabrication d'un nouveau petit moteur pour PSA. La direction a déjà annoncé que cette activité, qui emploierait à terme environ 300 personnes, ne justifiait pas de nouvelles embauches.

Elle fait comme si ce nouveau moteur allait compenser les emplois perdus. Mais les emplois continuent à baisser, les cadences à augmenter. Un système de fous, qu'il faudra bien remettre en cause.

Correspondant LO

• Renault Trucks (Volvo) Vénissieux (Rhône)

Plus de salaires et plus d'emplois !

À l'Usine Moteurs, dès la reprise du travail mardi 16 août, la production était fortement désorganisée: il faut dire que la direction avait profité de la fermeture pour changer tout le système de gestion de la production. Dès le mercredi 17, il y avait déjà plusieurs centaines de moteurs de retard.

Comme d'habitude, la direction a tout de suite fait appel à des volontaires pour effectuer des heures supplémentaires. Mais comme ça ne suffisait pas, elle a convoqué un CE extraordinaire lundi 22 août, où elle annonçait deux samedis travaillés, cette fois-ci obligatoires, en équipe du matin et du soir. Le travail du samedi après-midi étant très impopulaire, elle a modifié sa décision, remplaçant l'équipe du soir du samedi par des heures supplémentaires jusqu'à minuit les mardis, mercredis et jeudis pendant d'autres semaines, au volontariat, mais en menaçant de rétablir le samedi après-midi s'il n'y avait pas assez de volontaires.

Depuis le début de l'année, de nombreux intérimaires sont revenus travailler à l'usine, mais la direction intensifie les charges de travail et multiplie les heures supplémentaires. Et, les salaires étant toujours très bas, de nombreux travailleurs y trouvent un moyen d'augmenter un peu leur revenu.

Malgré tout, une partie des ouvriers pensant que cinq jours par semaine ça suffisait, un appel à faire grève le samedi du travail obligatoire a été lancé par la CGT, pour exiger plus de personnel, l'embauche des intérimaires et des augmentations importantes de salaire.

La direction a bien tenté de dissuader les grévistes en disant que ceux-ci « se montreront insensibles à la détresse dans laquelle l'usine se trouve vis-à-vis de ses clients ». De la part des dirigeants de l'usine qui sont insensibles aux bas salaires et au développement du travail précaire, ça a fait sourire plus d'un futur gréviste. Dans la même semaine, le groupe Volvo, qui contrôle Renault-Trucks, annonce un bénéfice record au 2^e trimestre et ceux qui ont un emploi doivent travailler de plus en plus alors que le nombre de chômeurs augmente de mois en mois: il faut vraiment augmenter les salaires et partager le travail entre tous.

Correspondant LO

• ERDF (Électricité réseau distribution France) – Paris

Quand la pluie est mouillée...

Le vendredi 5 août, un gros orage s'est abattu sur Paris, inondant certaines stations de métro et pénétrant dans divers postes électriques. Les postes en question sont gérés par ERDF, une filiale à 100 % d'EDF.

Il y avait bien des pompes pour écoper l'eau, mais de l'eau froide, celle de la pluie. Or, dans les stations électriques en fonctionnement, l'eau a chauffé... et du coup certaines pompes se sont arrêtées. Les pompiers ont dû noyer des postes avec de l'eau froide pour que les pompes

consentent à fonctionner.

Il y avait aussi du matériel spécial, stocké autrefois en banlieue parisienne, puis déplacé dans la capitale. L'ennui, c'est qu'au moment voulu personne n'a trouvé la clé du local!

ERDF disposait également de motopompes mais, pour les amener sur place, il fallait avoir le permis de conduire ad hoc, et personne ne l'avait.

Pour finir, les agents ont découvert qu'à l'intérieur de ces postes il y avait des cellules spéciales étanches qui

avaient été posées sur le sol. Tellement étanches qu'elles se sont mises à flotter au cours de l'inondation. L'une d'elles s'est même retrouvée sur le toit d'un transformateur.

Bref, il y a eu un problème, principalement dans les 8^e et 16^e arrondissements, privant environ 6 500 foyers d'électricité. Diminution du personnel et restriction de bouts de chandelle mettent en évidence l'incompétence de la direction.

Correspondant LO

• Hôpitaux publics

Les effectifs sacrifiés au nom de la rentabilité

La polarisation des dirigeants politiques sur la réduction des déficits dans les hôpitaux publics, au prix de milliers de suppressions de postes, d'emplois (alors que les chômeurs sont nombreux), pour équilibrer les budgets dépasse l'entendement. En 2009, les effectifs des hôpitaux publics ont diminué de près 10 000 postes, selon les chiffres de la Fédération hospitalière de France. Et ces chiffres ne tiennent pas compte des effectifs des médecins.

Les effectifs du personnel des services de soins en CDI ou titulaires des établissements publics (infirmiers, aides-soignants, agents hospitaliers et personnel d'encadrement) sont ainsi passés de 762 790 en 2008 à 752 986 en 2009. Selon toujours la FHF, le chiffre de 2009 représente « plus d'un départ à la retraite d'agent sur quatre » non remplacé. Les effectifs de 2010 ne sont pas encore publiés, mais ils risquent fort d'être à la baisse. Et d'ici 2014, seulement à l'AP-HP (Assistance publique - Hôpitaux de Paris), il est prévu la disparition de 3 500 emplois.

Pour ces messieurs les gestionnaires, c'est le personnel qui coûte le plus cher, la masse salariale représentant 68 % des coûts. Parallèlement les responsables favorisent le secteur privé en offrant au secteur du bâtiment, aux promoteurs, des cadeaux qui se comptent en milliards, avec la construction

de chantiers hospitaliers ou la vente de biens immobiliers que possède en particulier l'AP-HP.

Le choix consistant à réduire les personnels de soins, les personnels administratifs et ouvriers, est absurde, irrationnel et périlleux. En effet il entraîne peu à peu une augmentation du nombre des tâches, une

désorganisation du travail dans les services. Les conséquences du manque de bras ne cessent de peser sur le personnel en le mettant en difficulté. Il est monnaie courante qu'une infirmière, une aide-soignante se retrouve seule, n'ait pas sous la main du matériel de base indispensable pour travailler. Elle est donc obligée de courir là où elle espère le trouver. C'est autant de temps perdu et d'énervement généré.

Comment peut-on penser avec un minimum de bon sens qu'un hôpital avec moins de personnel mais une activité accrue pourrait être à même de soigner correctement ? En

réalité, les responsables n'ont cure de la santé de la population et de l'aggravation des conditions de travail du personnel au moment même où, paradoxalement, les techniques médicales sont de plus en plus développées. Leur gestion est une gestion purement comptable focalisée sur l'objectif de la rentabilité.

C'est au nom de tels choix que les hôpitaux sont sacrifiés, aux dépens de ceux qui y travaillent et au détriment de la santé de la population. Pour vouloir faire rimer santé avec rentabilité, il faut être stupide... ou bien capitaliste.

Anne POUCTA



• Lille

Des cliniques de soins, ou de profit ?

Début juillet, le directeur de l'Agence régionale de santé (ARS), qui chapeaute les établissements de santé du public comme du privé, convoquait le PDG du groupe Hôpital Privé Métropole (HPM), qui regroupe neuf cliniques autour de la métropole lilloise. Une démarche inhabituelle, soulignait la presse.

Effectivement, la direction d'HPM se préparait à fermer une de ses cliniques et à réorganiser les activités de plusieurs autres, pour regrouper les spécialités et faire des « économies d'échelle », comme l'expliquait déjà il y a quatre ans le directeur général du groupe lorsque HPM a été créé. Les gestionnaires d'HPM et les neuf médecins actionnaires venaient d'annoncer leurs restructurations, sans prévenir ni demander l'avis de quiconque, ni de l'ARS, ni des maires des communes concernées, et encore moins bien sûr du personnel soignant.

Finalement les réorganisations seront suspendues en attendant notamment que l'ARS

étudie « leur impact sur l'offre de soins et sur la satisfaction des besoins des patients sur le territoire de la métropole lilloise », ce qui est la moindre des choses, mais n'était manifestement pas la préoccupation prioritaire des dirigeants d'HPM.

C'est qu'avec un bénéfice net de 1,5 million d'euros en 2010 et autant de cash dans les caisses, ces cliniques sont très rentables. Mais pourquoi ne pas en tirer encore plus de profit ? Quitte à faire déplacer les patients sur de plus longues distances.

Mais c'est d'abord le personnel qui supporte les conséquences de cette course aux profits, avec des salaires misérables et des cadences infernales. C'est

pour cela qu'une large majorité du personnel de la clinique du Croisé Laroche (210 salariés) a fait neuf jours de grève à la mi-mai, demandant 8 % d'augmentation, ramenés à 4 % lors des tentatives de négociations sous la direction de la CFDT. Les grévistes ont rendu public le fait qu'un quart du personnel gagne moins de 1 000 euros par mois, y compris en travaillant les week-ends, malgré toutes les responsabilités qu'ils ont autour des malades. La grève a même menacé de s'étendre à d'autres cliniques du groupe, le personnel de l'une a fait une heure de débrayage.

Mais la direction a refusé de négocier, sous prétexte que ce n'était pas la période des négociations annuelles obligatoires (NAO) ! Et elle avançait que la clinique était en déficit et que ces augmentations pouvaient la conduire au dépôt de bilan ! Pourtant il a été

révélé qu'elle verse annuellement 980 000 euros de prestation au groupe HPM ainsi que 3 % de son chiffre d'affaires. Les grévistes demandaient à juste titre de faire la transparence sur les comptes de l'établissement !

Ce groupe privé hospitalier n'est qu'un petit requin dans le monde de l'hospitalisation privée, qui s'adosse à l'hôpital public et à la Sécurité sociale, pour générer de confortables profits, en faisant payer de plus en plus de dépassements d'honoraires aux patients. Rendre publics les comptes de ces entreprises comme le demandaient des grévistes serait donc la moindre des choses. Et il serait bien évidemment plus juste que personne ne puisse faire de profit sur le dos des malades et des maladies, ni dans le domaine des soins, ni dans celui de la pharmacie.

Claude THIÉRAM

• Hospices civils de Lyon (HCL)

Une situation absurde

Cette année, les HCL ont financé les études de seulement 45 aides-soignantes, sur les 70 qui ont réussi le concours d'entrée à l'école d'infirmières. Les 25 autres ne partiront donc pas à l'école.

Dans le contexte actuel de pénurie d'infirmières, cette situation a scandalisé beaucoup d'hospitaliers. La direction se plaint en effet d'avoir du mal à attirer et fidéliser de nouvelles embauchées (actuellement entre 150 à 200 postes d'infirmières restent vacants). À l'hôpital Édouard-Herriot, la direction de l'établissement a même réalisé un clip pour les attirer et les convaincre de se faire embaucher aux HCL. Des primes à l'embauche leur sont même proposées.

Et on arrive à cette aberration qu'il existe des agents prêts à devenir infirmiers et à rester à l'hôpital, mais que les HCL refusent de les y former. Et pourtant les aides-soignantes dont la formation est prise en charge passent un contrat qui les lie au moins cinq ans à l'hôpital.

La direction générale dit que les contraintes budgétaires l'empêchent de financer davantage de formations professionnelles.

Elle serait obligée de prendre sur le budget des effectifs des Hospices au détriment des embauches. Déjà, chaque année, elle supprime 200 postes pour revenir à l'équilibre budgétaire. Et piocher encore dans ce budget l'obligerait encore à fermer des lits, dit-elle. Même l'ANFH (Association nationale de formation hospitalière), qui prenait en charge quelques formations, ne le fait plus.

Il ne reste plus aux aides-soignantes qu'à retenter leur chance l'an prochain, alors qu'il suffirait que le gouvernement donne les financements nécessaires.

Correspondant LO

• Libye

Comment les puissances impérialistes préparent l'après-Kadhafi

À l'initiative de Sarkozy, une cinquantaine de pays sont invités jeudi 1^{er} septembre à l'Élysée à Paris à une réunion du Groupe de contact sur la Libye, qui réunit les principaux pays ayant participé à l'offensive militaire contre Kadhafi, avec la participation de Ban Ki-moon secrétaire général de l'ONU et la présence de Mustapha Abdeljalil et de Mahmoud Jibril, actuellement numéros 1 et 2 du Conseil national de transition, gouvernement auto-proclamé des forces anti-Kadhafi.

Le spectre d'une évolution à l'irakienne

Avant même la fin de la guerre, et alors que Kadhafi continue à échapper à ses poursuivants, ce sont désormais les problèmes de l'après-Kadhafi qui passent au premier plan, pour les Sarkozy, Cameron et Hillary Clinton comme pour les dirigeants du CNT. Officiellement, il s'agit de planifier la reconstruction de l'économie du pays, dévasté par la guerre, et de soutenir « les efforts menés par le CNT pour assurer la transition vers un régime démocratique ». En fait, il s'agit surtout, dans une situation où des groupes d'insurgés armés incontrôlés occupent le terrain abandonné par les troupes de Kadhafi, d'essayer d'éviter « d'être confrontés à un scénario d'anarchie à l'irakienne ». Une crainte relayée désormais en France par toute la presse.

Pour ce qui est de la reconstruction de l'économie, l'aide financière d'urgence réclamée par les insurgés libyens pour

venir en aide aux populations des villes qui manquent de tout – en particulier à Tripoli où toutes les infrastructures ont été détruites – se fait attendre, c'est le moins qu'on puisse dire.

Il faut croire qu'avant de dégelier les avoires libyens, les puissances impérialistes préfèrent attendre d'y voir plus clair. Autrement dit, que le CNT ait fait la preuve de sa capacité à contrôler la situation. Ce qui, aux dires mêmes des gouvernements impérialistes, n'est pas gagné.

Dirigé par d'anciens séides de Kadhafi, le CNT ne doit sa légitimité, sinon son autorité, qu'à son adoubement par les puissances impérialistes pourvoyeuses d'armes et de bombardements, Sarkozy et Cameron en tête.

Le CNT, un gouvernement sans autorité sur les groupes armés

Composé d'une quarantaine de membres, tant que la guerre contre l'ennemi commun durait, il a réussi, difficilement,

à maintenir une unité de façade entre les multiples composantes, régionales, tribales, politiques du pays – des anciens monarchistes aux islamistes radicaux – qu'il est censé représenter. Une unité qui risque fort d'être mise à mal quand il faudra, la guerre terminée, répartir les postes et surtout les retombées de l'exploitation des ressources pétrolières entre les représentants de la trentaine de tribus et des centaines de clans et de sous-clans s'appuyant sur des groupes fortement armés. D'autant que les différents groupes armés, constitués sur des bases régionales et tribales, qui ont chassé les troupes de Kadhafi et pris le pouvoir de fait dans les villes agissent de façon autonome, sont en concurrence entre eux et échappent à l'autorité du CNT.

Quand les premiers représentants du CNT ont rejoint Tripoli, après la bataille, la ville était contrôlée par le groupe armé originaire pour l'essentiel de la ville de Misrata, placé sous les ordres de son chef, Abdelhakim Belhadj, promu gouverneur militaire de fait de Tripoli.

Djihadiste bien connu des services secrets américains, qui selon la presse avait participé à des stages d'entraînement en Irak et en Afghanistan, fondateur il y a une dizaine d'années du Groupe islamique

combattant de Libye (GICL) proche d'Al-Qaïda, Abdelhakim Belhadj fut arrêté par la CIA en 2004, puis interné par Kadhafi, avant d'être relâché après avoir renoncé officiellement à la guerre sainte. Après l'assassinat, dans des conditions restées obscures, le 28 juillet dernier du général Youness, ancien haut responsable de l'armée de Kadhafi passé à la rébellion anti-Kadhafi, il s'est imposé comme l'un des principaux chefs militaires des insurgés.

L'appel aux anciennes forces de répression

Face à cette situation, le CNT multiplie les appels aux insurgés à intégrer les forces régulières de sécurité ou à rendre les armes et à rentrer chez eux. Jusqu'à présent en vain. Un Haut conseil militaire a été constitué afin de réorganiser l'armée nationale et la police et de superviser la reconversion des combattants. Quant à l'OTAN, il a annoncé qu'il poursuivrait ses raids « jusqu'à ce que les civils libyens ne soient plus menacés », l'ONU prenant ensuite le relais, à Tripoli dans un premier temps, avec comme mission notamment le désarmement des « rebelles non militaires ».

« Soucieux d'éviter les erreurs commises par les Américains après la chute de Saddam

Husseïn », comme l'écrit l'hebdomadaire *Jeune Afrique* – mais l'idée est désormais développée par la plupart des journaux –, le CNT envisagerait, sur le conseil des « experts occidentaux en stabilisation » qui l'entourent, de s'appuyer sur l'appareil d'État de l'ancien régime, police, armée, administration, du moins sur ce qui en reste, pour contrôler la situation. Certains policiers, appelés à reprendre le travail, « ont commencé à se présenter en uniforme, dépouillés des épauettes et des insignes rappelant le régime du colonel Kadhafi », rapporte un reporter du *Figaro*.

La chute de Tripoli a d'ailleurs provoqué le ralliement, in extremis, d'un grand nombre de hauts fonctionnaires aux insurgés. Comme le général Mohamed Hamali el-Kahsi, numéro 2 des services de sécurité.

Ces ralliements, ce projet de remise en selle de l'ancien appareil d'État de la dictature de Kadhafi, comme le fait que, sur le plan militaire, ce soient les forces politiques les plus réactionnaires qui, de fait, contrôlent la situation dans les villes, n'augurent rien de bon pour la population. La transition vers la démocratie est mal partie.

Jean-Jacques LAMY

L'indécente concurrence des puissances occidentales pour encaisser les dividendes de la guerre

Les dirigeants du CNT l'ont rappelé, ce sont les États qui ont le plus soutenu les insurgés qui seront les premiers servis.

La France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, côté puissances occidentales, le Qatar et les Émirats arabes unis, côté États arabes, parce qu'ils furent les plus en pointe dans le soutien militaire des insurgés, espèrent toujours se tailler la part du lion dans les retombées économiques de la reconstruction du pays. Mais chaque gouvernement essaie de tirer la couverture à lui, au détriment des autres, et la concurrence entre eux, pour s'attribuer le rôle principal dans la victoire du camp des anti-kadhafistes, est rude.

Quant à l'Italie, partenaire historique de la Libye de Kadhafi sur le plan économique et principal acheteur de son

pétrole, mais plus en retrait sur le plan militaire, elle met aujourd'hui les bouchées doubles pour ne pas être oubliée dans la distribution des contrats. Le gouvernement italien a été parmi les premiers à répondre aux demandes de soutien financier du CNT, en

promettant le versement rapide de 350 millions d'euros. Le groupe pétrolier italien Eni a d'ores et déjà signé un accord avec le CNT pour reprendre ses activités dans le pays et a envoyé sur place des spécialistes pour remettre en état les puits pétroliers et gaziers.

Son président, Paolo Scaroni, a débarqué à Benghazi, promettant au nouveau gouvernement « de grandes quantités de gaz et d'essence destinées à la population, sans paiement immédiat des Libyens ».

Même ceux qui, comme l'Allemagne, ont désapprouvé

l'intervention militaire, ne désespèrent pas d'avoir eux aussi leur part. Ainsi, le ministre des Affaires étrangères allemand, qui, dit-il, espère voir son pays jouer un rôle clé dans la Libye de l'après-Kadhafi en raison de son « expérience et de sa compétence particulière », a promis l'aide de l'Allemagne pour la reconstruction et la restitution des 7,2 milliards d'euros d'avoirs libyens gelés dans les banques allemandes.

Face à ces prétentions, le gouvernement français, qui veille au grain, a tenu à rappeler par la voie d'Alain Juppé que « c'est nous, la France et la Grande-Bretagne, qui avons fait le job », rappelant aussi, au passage, que « le coût de l'opération, 1 million d'euros par jour, est aussi un investissement sur l'avenir ». C'est clair, comme dit Juppé.

J.-J. L.



Un véhicule des révoltés anti-Kadhafi devant une raffinerie. Le risque d'une « anarchie à l'irakienne », pour les impérialistes, dans un pays gorgé de pétrole.